

S&D MAGAZINE

www.sd-magazine.com | NOVEMBRE 2024 | NUMERO 65 | FRANCE 9.80 € | EUR - SUISSE 14,40 € | MONDE 16 €

05
CHRONIQUE VIP
*À l'heure de la guerre techno-
temporelle*
David Baverez

35
INTERNATIONAL
*La filière du nickel à
l'épreuve de la crise
calédonienne*

39
DANS L'ŒIL DE
*Grégory Allione :
de sapeur-pompier à
député européen*

41
WOMEN IN
*Women, Peace and Security
Irene Fellin - NATO Secretary
General's new Special
Representative for WPS*

Dossier SPÉCIAL

**L'EUROPE : FAIRE FACE AUX ENJEUX
SÉCURITAIRES, CLIMATIQUES ET DE
DÉFENSE DANS UN CONTEXTE DE
PERMACRISE**



JE M'ABONNE
sur sd-magazine.com

Concentrez-vous sur la mission.

CERBAIR s'occupe de votre protection anti-drones.



CERBAIR.COM



CERBAIR
ANTI-DRONE SOLUTION

De la capacité de l'Europe À SE RÉINVENTER

Le futur de la sécurité et de la défense en Europe est à la croisée des chemins, entre impératifs de souveraineté, jeu d'interdépendances et complexité des alliances géopolitiques. La récente montée des tensions internationales, exacerbée par la guerre en Ukraine et les rivalités croissantes entre les États-Unis et la Chine, imposent à la nouvelle Commission européenne de redéfinir ses priorités. Celle-ci affiche une volonté d'autonomie stratégique accrue. Renforcer la coopération et les initiatives de recherche et d'innovation en matière de défense tout comme les capacités militaires, porter une politique industrielle ambitieuse, promouvoir une réindustrialisation stratégique du continent, garantir un avenir numérique sûr et innovant. Mais les défis à relever sont monumentaux. Le projet de défense et de sécurité européen ne peut plus se limiter à des déclarations d'intention : il doit s'incarner dans une action forte, coordonnée et financée à la hauteur des enjeux.

Les enjeux budgétaires notamment, sont cruciaux. Les États membres, pris en tenaille entre des économies fragilisées, des exigences économiques internes, des crises sociales et des demandes d'investissements massifs en défense, doivent repenser leurs priorités. Mais la sécurité a un coût, et si l'Europe veut répondre aux menaces qui la guettent, il est temps de regarder la dépense militaire non plus comme une charge, mais comme un investissement stratégique. Les États membres doivent s'engager à augmenter leurs budgets de défense, non seulement pour moderniser leurs armées, mais aussi pour soutenir une économie de guerre capable de répondre aux crises actuelles. L'harmonisation des dépenses militaires et la mutualisation des ressources sont des pistes essentielles pour garantir une défense collective efficace. La notion même de sécurité dépasse les simples frontières militaires pour englober la résilience économique, la souveraineté technologique et la capacité de réagir aux crises. Cela nécessite des stratégies à long terme qui renforceront à la fois son autonomie et sa capacité de dissuasion. Dans ce contexte, la réindustrialisation de l'Europe est une autre priorité incontournable.

Parallèlement, cette Seconde Guerre froide qui se matérialise entre la Chine et les États-Unis, impose à l'Europe une posture équilibrée mais aussi plus affirmée. L'Europe doit naviguer habilement dans cet affrontement, en évitant de se réduire à un simple champ de bataille des intérêts américains et chinois. Mais elle doit aussi et surtout préserver ses intérêts et renforcer sa puissance. Cette rivalité géopolitique ne doit pas être sous-estimée tant elle impacte l'ordre mondial.

Les tensions géopolitiques actuelles transforment le paysage de la cybersécurité, portant le coût de la cybercriminalité à près de 9,5 trillions de dollars cette année. L'Europe doit donc investir dans des technologies de ruptures tout en garantissant la cybersécurité de ses systèmes avec des normes de sécurité ro-



PAR MÉLANIE BENARD-CROZAT,
Rédactrice en chef

bustes, sans oublier d'instaurer des normes éthiques. Cela appelle à une réflexion qui dépasse les égos et les intérêts nationaux car il nous faudra composer et redéfinir les interdépendances pour réussir.

Les crises naturelles et les menaces terroristes continuent elles aussi de peser sur la sécurité intérieure de l'Europe. Là encore, une approche reposant sur la coopération et le partage d'informations autant que de la mutualisation des moyens sera nécessaire pour anticiper et contrer ces menaces.

L'avenir de la sécurité et de la défense en Europe dépendra de notre capacité à répondre à ces défis de manière proactive et intégrée mais aussi globale, intégrant les dimensions économiques, sociales et technologiques.

La nouvelle Commission européenne a l'opportunité de tracer une voie ambitieuse, où solidarité, innovation et résilience sont les maîtres mots pour garantir la sécurité des citoyens européens, mais aussi le poids et l'influence de l'Europe sur la scène internationale. L'heure est à l'action, il en va de notre sécurité collective et de notre avenir commun.

Le futur de la sécurité et de la
défense en Europe est à la croisée
des chemins, entre impératifs de
souveraineté, jeu
d'interdépendances et
complexité des alliances
géopolitiques.

SOMMAIRE



CHRONIQUE VIP

05

À L'HEURE DE LA GUERRE
TECHNO-TEMPORELLE
DAVID BAVEREZ
*Propos recueillis
Par Mélanie Bénard-crozat*

ACTUALITÉS

08

ARMES CHIMIQUES : MOINS NOMBREUSES
MAIS TOUJOURS AUSSI REDOUTÉES
Par Diane Cassain

DOSSIER SPÉCIAL

L'EUROPE : FAIRE FACE AUX ENJEUX
SÉCURITAIRES, CLIMATIQUES ET DE DÉFENSE
DANS UN CONTEXTE DE PERMACRISE

10

SÉCURITÉ ET DÉFENSE EUROPÉENNES :
QUELS CHANTIERS POUR LA NOUVELLE
COMMISSION ?
Par Lola Breton

12

RÉINDUSTRIALISER L'EUROPE :
MISSION DIFFICILE, MAIS PAS IMPOSSIBLE
Par Amélie Rives

14

OÙ EN EST-ON DU PASSAGE À L'ÉCONOMIE
DE GUERRE ?
Par Diane Cassain

17

L'OTAN FACE AUX DÉFIS DE DEMAIN
Par Marie Rollet

19

LA SCIENCE, OUTIL DE RAYONNEMENT
ET D'INFLUENCE
Par Marie Rollet

21

LA TCHÉQUIE ET LA POLOGNE,
REMPARTS DE LA SÉCURITÉ EUROPÉENNE ?
Par Geoffrey Comte

23

L'UNION EUROPÉENNE EN PREMIÈRE LIGNE
FACE AUX RISQUES MAJEURS
Par Camille Léveillé

25

MENACE TERRORISTE : L'EUROPE
EN ÉTAT D'ALERTE
Par Camille Léveillé

28

STRATÉGIE NUMÉRIQUE
EUROPÉENNE : DÉFIER LES GÉANTS
D'ICI 2029
Par Lola Breton

30

LA FILIÈRE SÉCURITÉ ET DÉFENSE
À LA POINTE DE L'INNOVATION
Par Amélie Rives

INTERNATIONAL

33

CLIMAT, PAIX, SÉCURITÉ :
ÊTRE À LA HAUTEUR DES ENJEUX !
Par Diane Cassain

35

LA FILIÈRE DU NICKEL À L'ÉPREUVE
DE LA CRISE CALÉDONIENNE
Par Matthieu Anquez

37

LES PHILIPPINES, ÉPICENTRE
MONDIAL DE L'EXPLOITATION
SEXUELLE DES ENFANTS EN LIGNE
Par Mélanie Bénard-crozat

DANS L'ŒIL DE

39

GRÉGORY ALLIONE :
DE SAPEUR-POMPIER À DÉPUTÉ
EUROPÉEN
*Propos recueillis
Par Camille Léveillé*

WOMEN IN

41

WOMEN, PEACE AND SECURITY
IRENE FELLIN - NATO SECRETARY
GENERAL'S NEW SPECIAL
REPRESENTATIVE FOR WPS
By Mélanie Bénard-crozat

REMERCIEMENTS À
TOUTE L'ÉQUIPE, AUX
CONTRIBUTEURS DE S&D
MAGAZINE, À NOS EXPERTS
ET PARTENAIRES.

À l'heure de la guerre

TECHNO-TEMPORELLE

La Russie voit le monde seulement en trois blocs : la Chine, les États-Unis et eux. La relation entre la Chine et la Russie est bien plus solide que nous ne voulons le voir en Europe quand la « *Chinamérique* » gouverne le monde. Face à la « *yéménisation* » de l'Europe, l'économie de guerre n'est plus une option. La guerre est totale, techno-temporelle et l'effort doit être consenti par tous. Le financement des 3% du PNB est à notre portée. Dès lors que le politique aura le courage de protéger le futur du passé...

RENCONTRE AVEC DAVID BAVEREZ, INVESTISSEUR ET ESSAYISTE.

PROPOS RECUEILLIS PAR MÉLANIE BÉNARD-CROZAT

UNE RELATION SPÉCIALE ENTRE LA CHINE ET LA RUSSIE

La relation entre la Chine et la Russie est bien plus solide que nous ne voulons le voir en Europe. Mais ne nous y trompons pas, le rapport sino-russe est trop déséquilibré économiquement pour accoucher d'une quelconque amitié, le ratio de PNB étant d'un à dix. Tous deux se recouvrent dans leur volonté commune d'une désoccidentalisation, et plus particulièrement d'une attaque de l'hégémonie américaine. Bismarck disait que « *dans les ménages à trois, il faut toujours être l'un des deux* ». Vladimir Poutine situe en 1972 le premier signe du déclin de l'URSS, lorsqu'États-Unis et Chine se rapprochèrent. Il voit donc en 2022 le début du rebond russe grâce au rapprochement avec la Chine. Le prix à payer est, certes, une dépendance économique croissante à la Chine, avec des échanges bilatéraux annuels en très forte croissance, près de 240 milliards de dollars. Une dépendance à laquelle la Chine prend garde, refusant de cofinancer le gazoduc Power of Siberia 2. L'Empire du milieu est le grand gagnant de ce conflit ukrainien à court terme, mais Pékin savoure « *cette vassalisation* » croissante également dans le temps long : en 1950, durant la guerre de Corée, c'était Moscou qui envoyait des troupes chinoises en première ligne lutter contre les forces occidentales; aujourd'hui, en Ukraine, c'est au tour des Russes de se retrouver les premiers exposés face à l'Occident, pour le bonheur de Pékin.

LA « CHINAMÉRIQUE » ET LA GUERRE TECHNO-TEMPORELLE

Le rapport de force entre la Chine et les États-Unis est déterminé par le piège de Thucydide, qui, suivant les conseils d'Henry Kissinger, peut déboucher sur le maintien d'une cohabitation grâce à la définition de lignes rouges à ne pas franchir, en l'occurrence, la technologie. Cette « *guerre* » entre les deux blocs cohabite



La relation entre la Chine et la Russie est bien plus solide que nous ne voulons le voir en Europe.

avec une « *Chinamérique* » forte de 700 milliards de dollars d'échanges commerciaux annuels. Comment les États-Unis ont-ils imposé de façon unilatérale ce diktat ? En interdisant depuis le 7 octobre 2022 à la Chine l'accès aux innovations de rupture du XXI^e siècle : les semi-conducteurs de haute performance, l'intelligence artificielle et l'ordinateur quantique, tout en lui laissant le champ libre pour les industries matures du XX^e siècle, aujourd'hui principalement sous leadership européen, telles l'automobile, l'aéronautique, la chimie, la pharmacie de base ou la machine-outil. L'idée n'est pas que la Chine s'écroule, mais qu'elle voit plutôt sa croissance stagner de manière à ne jamais défier la place de numéro un mondial des États-Unis sur le plan du PNB. Une stratégie qui semble se révéler à ce stade très gagnante si l'on en croit les marchés financiers, qui anticipent pour la prochaine décennie un taux de croissance américain deux fois supérieur à celui de la Chine. Nous sommes entrés dans une guerre d'un nouveau genre, une guerre technotemporelle. Pour les semi-conducteurs de très haute technologie, les États-Unis, avec l'aide de Taïwan, ont encore une avance de 2 à 3 ans, soit en années-chien du monde de la tech, en réalité 15 à 20 ans.

Les GAFAM investissent 200 milliards de dollars par an dans l'IA, quand les principaux acteurs chinois investissent seulement 30 milliards. Les gigacenters se comptent au nombre de 4500 aux États-Unis, contre 450 en Chine... Sans oublier la philosophie qui guide ces stratégies. Aux États-Unis, l'IA générative doit déboucher sur des gains de productivité. La banque Goldman Sachs les chiffrent potentiellement à 7% de PNB sur une dizaine d'années. En Chine, l'IA est vue par le gouvernement comme un instrument supplémentaire de contrôle. Et l'innovation à faible productivité est désormais la norme, comme nous l'avons vu au salon de l'automobile il y a quelques semaines.

QUEL RÔLE POUR L'EUROPE SUR CET ÉCHIQUIER ?

Ce « *gentlemen's agreement* » entre les États-Unis et la Chine n'a pour but que de piller l'Europe. Il est bien rentré dans les esprits que la Chine est la première bénéficiaire du conflit russo-ukrainien, qu'elle n'a nullement intérêt à faire cesser. Il est moins communément admis qu'un transfert de valeurs sans précédent s'installe également de l'Europe occidentale vers les États-Unis à travers les budgets de défense, les importations de gaz naturel liquéfié, les logiciels, et la réindustrialisation européenne qui se concrétise... aux États-Unis, grâce aux incitations fiscales de l'*Inflation Reduction Act*. Nous avons en Europe, des coûts qui sont inflatés par la pression américaine et nous devons faire face à une concurrence chinoise qui a déflaté sa base de coûts. Si nous ne réagissons pas, nous sommes condamnés à disparaître. Avec les États-Unis, nous devons coopérer et réfléchir à la meilleure manière d'utiliser l'infrastructure de cette intelligence artificielle qui sera américaine, pour la mettre au service des besoins de nos clients. Avec la Chine, nous devons imposer des barrières à l'entrée sur tout produit que nous importons en tenant un double propos à nos amis chinois : taxer pour rétablir ce que nous pensons être le vrai coût du capital et facturer le coût de la tonne de carbone. Décarboner l'industrie nous coûtera entre 3 et 4% de PNB pendant 20 à 40 ans selon France Stratégie. Et nous

sommes les seuls à le faire. Nous devons mener ce combat. Il ne faut pas oublier que nous sommes le premier marché au monde. Cela rejoint le rapport de Mario Draghi, qui appelle à un changement radical.

Nous sommes passés d'une économie de paix à une économie de guerre. L'économie de guerre, ce n'est pas seulement les 2% du PNB liés à la défense, c'est l'affaire de tous ! L'économie est désormais déterminée par l'offre et la production. Durant les dix dernières années nous avons créé des dépendances à travers la sous-traitance de la production en Chine. La question n'est pas de retrouver une souveraineté, à laquelle David Baverez ne croit absolument pas. Il s'agit de transformer ces dépendances en interdépendances, en nous remettant au travail et en utilisant les déficits budgétaires pour financer la production comme le font les États-Unis.

Dans les sociétés, il prône pour la création d'un poste de Directeur du risque géopolitique dans chaque grande entreprise, qui intervient au Comité de direction et qui va identifier par sa connaissance du « *business model* » les nouvelles dépendances de l'entreprise et s'efforcer de les tourner en interdépendances. Un nouveau métier qui commence à apparaître aux États-Unis comme au Japon.

De manière paradoxale, en Europe, l'espoir peut venir de l'Est, de la Pologne, qui s'allierait à l'Italie, et qui arriverait à imposer un changement de gouvernance. Pour passer de 2% à 3% du PNB, il faut une volonté politique et un changement de pacte sociétal. Ces trente dernières années, nous avons porté un pacte social pour les seniors. Nous n'avons fait que protéger le passé du futur. Il nous faut à présent protéger le futur du passé.

Nous devons trouver 1% de PNB supplémentaire pour nous défendre. Les retraites en France représentent 14% du PNB contre 11% en Allemagne (7 à 8% en moyenne dans l'OCDE). La désindexation des retraites, en seulement deux ou trois ans, permettrait, à elle seule, de trouver la source de ce financement supplémentaire.

L'économie de guerre est essentielle pour nous protéger aujourd'hui mais aussi protéger nos enfants et petits-enfants. La guerre ne sera pas seulement militaire, elle sera technologique, énergétique, cyber, d'opinion : la guerre est désormais globale.

David Baverez vient de publier *Bienvenue en économie de guerre !* aux Éditions Novice, mai 2024



La guerre ne sera pas seulement militaire, elle sera technologique, énergétique, cyber, d'opinion : la guerre est désormais globale.

ENIM

Systemes Industriels



SOUTENIR EFFICACEMENT LES FORCES EN OPERATION

Credit photo : istock



NOS SOLUTIONS



La solution de franchissement
tactique et d'appui logistique
pour les brèches humides



Le système robotisé pour l'ouverture
d'itinéraires piégés



L'engin d'appui du Génie au combat
de contact de SCORPION à TITAN

<https://cnim-systemes-industriels.com>

Armes chimiques : MOINS NOMBREUSES MAIS TOUJOURS AUSSI REDOUTÉES

Depuis leur première utilisation il y a plus d'un siècle, les armes chimiques ont fait plus de 100 000 morts et blessé plus d'un million de personnes dans divers conflits.¹ Bien que des progrès significatifs aient été réalisés pour éliminer cette menace — avec plus de 99 % des stocks mondiaux détruits sous la supervision de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) en 2023 — l'utilisation d'agents toxiques est toujours d'actualité. Aujourd'hui, la lutte contre leur prolifération dans le monde se poursuit mais le développement de l'intelligence artificielle fait craindre le pire...

PAR DIANE CASSAIN



©fredmarie

DES UTILISATIONS RÉCENTES

Mars 2024 : les États-Unis accusent la Russie d'utiliser des armes chimiques comme "méthode de guerre" en Ukraine, violant ainsi le droit international. L'asphyxiant chloropicrine serait en cause et utilisé par le Kremlin sur le champ de bataille. Pour la Russie, ce ne serait pas une première. Rappelons-nous de la tentative d'assassinat contre Sergei Skripal en Grande-Bretagne qui avait été commanditée par les services de renseignement russes grâce à l'agent neurotoxique Novichok. L'attaque avait fait deux morts, deux civils entrés accidentellement en contact avec la substance. Deux ans plus tard, le même agent neurotoxique est utilisé lors de l'empoisonnement d'Alexei Navalny, opposant politique au pouvoir russe. Il y a quelques semaines à peine, la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL) a été victime de tirs venant de Tsaal, dégageant une fumée apparemment toxique. Le 13 octobre, 15 soldats de la force de l'ONU « ont subi des effets, notamment des irritations cutanées et des réactions gastro-intestinales, après que la fumée a pénétré dans le camp » dévoile

la FINUL² et ce, malgré le port de masques de protection. Autre pays dans lequel l'utilisation d'armes chimiques a fait des ravages : la Syrie. Bachar El-Assad est accusé d'avoir utilisé notamment du sarin à l'encontre de sa propre population en 2013, causant la mort de plus de 1400 personnes. Un rapport d'investigation de l'OIAC pointe la responsabilité des forces d'élite syriennes. En 2018, à Douma, elles ont largué deux cylindres contenant du chlore toxique sur des immeubles résidentiels, causant la mort de 43 personnes. Des années plus tard et malgré les multiples demandes d'éclaircissement de l'OIAC, l'état du programme d'armes chimiques en Syrie reste flou. « Les autorités syriennes n'ont ainsi toujours pas été en mesure d'expliquer la présence d'agents chimiques dans des échantillons prélevés sur deux sites en septembre 2020 et avril 2023, ce qui pourrait indiquer l'existence d'activités non déclarées de production d'armes chimiques. Les interrogations sur ces agents viennent s'ajouter à la longue liste de questions encore en suspens en ce qui concerne la déclaration des autorités syriennes. »³ témoignait Nicolas de Rivière, représentant permanent de la France auprès des Nations-Unis en septembre dernier.



Il est essentiel que nous élaborions et mettions en œuvre des stratégies efficaces pour prévenir l'utilisation abusive de l'IA dans le contexte des armes chimiques.

ENTRE COOPÉRATIONS ET ARRESTATIONS

Avec 193 pays signataires de la Convention de l'OIAC et 128 disposant d'une législation nationale de mise en œuvre totale des mesures de la Convention, les coopérations continuent à s'intensifier. « *C'est uniquement en décroissant et en renforçant nos relations dans tous les domaines de la chaîne d'approvisionnement chimique que nous nous assurerons que les produits chimiques dangereux ne tombent pas entre de mauvaises mains. La sûreté chimique est une responsabilité internationale et la priorité de ce réseau est de soutenir les partenariats qui permettent aux services chargés de l'application de la loi et à la communauté internationale de s'attaquer à cette menace efficace* » clamait Catherine Colthart, alors Directrice par intérim de l'Antiterrorisme à INTERPOL et désormais directrice adjointe NRBC.⁴ L'agence propose ainsi des formations sur la lutte contre ces menaces, l'amélioration de la sûreté chimique et la mise en place de capacités sur ces sujets notamment auprès des responsables dans les services aux frontières et organismes chargés de la sûreté chimique. L'OIAC est également en première ligne et dispense des formations régulièrement. Récemment, les experts de l'organisation se sont rendus en Ukraine pour rencontrer 20 experts du service d'urgence de l'État (médecins, secouristes, pompiers) pour les former sur l'utilisation de détecteurs d'agent chimique. Quarante autres ont également été acculturés à « *l'échantillonnage pour les enquêtes sur l'utilisation d'armes chimiques* ».⁵ De son côté, le Conseil européen a récemment prorogé les sanctions de l'UE contre la prolifération et l'utilisation des armes chimiques actuellement imposées à 25 personnes et 3 entités jusqu'au 16 octobre 2025. Leurs avoirs sont gelés et il est interdit aux personnes physiques de voyager dans l'Union. La majorité d'entre eux sont syriens et russes. Ils ont tous contribué, d'une manière ou d'une autre, à la prolifération d'armes chimiques dans le monde via leurs entreprises ou en participant à des opérations visant notamment Sergei Skripal et Alexeï Navalny. Les forces de sécurité jouent également un rôle central pour éviter la prolifération d'agents chimiques toxiques. Treize tonnes de produits chimiques à destination de la Russie qui comprenaient « *des précurseurs possibles d'armes chimiques ou d'agents neurotoxiques* »⁶ ont été saisis en octobre dernier par les autorités espagnoles à Barcelone. Quatre personnes accusées de mener une opération de violation des sanctions prononcées à leurs encontre ont également été arrêtées.

L'IA ET LES NOUVELLES ARMES CHIMIQUES

En seulement 6h, un système d'IA a été capable de créer des dizaines de milliers de substances chimiques susceptibles d'être utilisées comme armes chimiques. Le détournement de certains systèmes d'IA, comme AlphaFold, développé par Google DeepMind qui prédit la structure 3D d'une protéine à partir de sa séquence d'acides aminés pourrait s'avérer dangereux s'il était utilisé de manière malveillante. « *Le niveau de connaissances spécialisées nécessaires à la mise au point d'armes chimiques a été considérablement abaissé, ce qui a permis de diffuser davantage la capacité d'identifier et de libérer des toxines mortelles* » souligne le *Future of Life Institute*.⁷ Les systèmes d'IA seraient même capables de découvrir des milliers de substances toxiques totalement nouvelles, posant, une fois encore, des risques pour la sûreté chimique. L'institut formule plusieurs recommandations pour éviter que de tels scénarios n'arrivent. Parmi elles : restreindre la diffusion des modèles de LLM qui pourraient être utilisés pour la découverte de telles substances et empêcher les entreprises de révéler des informations dangereuses pour entraîner leurs IA. Des discussions au cœur de la première Conférence internationale consacrée au rôle de l'IA dans l'avancement de la mise en œuvre de la Convention sur les Armes Chimiques organisée par l'OIAC et le Maroc qui s'est tenue en octobre dernier à Rabat. Une conférence qui a mis en évidence l'importance de la coopération internationale pour assurer que l'IA soit développée et appliquée de manière sûre et transparente et éviter qu'elle ne devienne un outil de développement de nouvelles armes chimiques. « *Il est essentiel que nous élaborions et mettions en œuvre des stratégies efficaces pour prévenir l'utilisation abusive de l'IA dans le contexte des armes chimiques. Cela nécessitera un effort de collaboration de la part des gouvernements, de l'industrie et de la société civile, ainsi que des organisations internationales comme INTERPOL et l'OIAC* »⁸ s'est alors exprimée Catherine Colthart, jetant ainsi les bases d'une nouvelle gouvernance en la matière.

1. <https://www.opcw.org/media-centre/opcw-numbers>

2. <https://bit.ly/40hJYqW>

3. <https://onu.delegfrance.org/la-syrie-doit-se-conformer-a-ses-obligations-a-titre-de-la-convention-d>

4. <https://www.interpol.int/fr/Actualites-et-evenements/Actualites/2023/Un-partage-d-informations-essentiel-dans-la-lutte-contre-les-menaces-chimiques>

5. <https://www.opcw.org/media-centre/news/2024/07/opcw-concludes-technical-assistance-visit-ukraine>

6. <https://www.euronews.com/2024/10/16/spanish-police-intercept-13-tonnes-of-chemical-weapons-precursors-bound-for-russia>

7. https://futureoflife.org/wp-content/uploads/2024/02/FLI_AI_and_Chemical_Bio_Weapons.pdf

8. <https://x.com/opcw, 24/10/24>

Sécurité et défense européennes : QUELS CHANTIERS POUR LA NOUVELLE COMMISSION ?

Pour les cinq prochaines années, l'Union européenne fait face à de grands enjeux de défense. En pleine guerre en Ukraine, l'industrie et la stratégie sont lourdement affectées. D'immenses investissements sont attendus pour rendre l'Europe plus compétitive.

PAR LOLA BRETON

1 18 milliards d'euros. C'est la somme versée à Kiev par les États membres de l'Union européenne (UE) depuis l'invasion de l'Ukraine par les forces russes. Un montant qui, en détail, correspond à près de 58 milliards pour le soutien financier, économique et humanitaire, 43,5 milliards sur le plan militaire et 17 milliards pour l'accueil des réfugiés au sein de l'Union. Et tant que l'Ukraine souffrira, les 27 seront là pour elle. C'est le ton que prend Ursula von der Leyen, réélue à la tête de la Commission européenne en juillet, dans ses orientations politiques générales pour le mandat 2024-2029. « Si la paix en Europe n'a jamais été un acquis, la guerre d'agression menée par Poutine en Ukraine a anéanti toute illusion à cet égard, dit-elle sans détour. C'est en investissant dans la sécurité de l'Ukraine que nous investirons au mieux dans la sécurité européenne. L'Europe doit maintenir aussi longtemps que nécessaire son soutien financier, politique et militaire. » Ce contexte international façonne l'approche politique et stratégique de cette nouvelle commission. « L'agression contre l'Ukraine a montré que la Russie était une menace. Cela a recentré les préoccupations sur l'est de l'Europe. Le fait que les postes de commissaires européens chargés des affaires étrangères et de la sécurité, d'une part, et de la défense de l'autre, aient été attribués à l'Estonie et à la Lituanie est un symbole fort. Forcément, cela recentre les perceptions et les priorités », note Jenny Raflik-Grenouilleau, Professeure d'Histoire et spécialiste des questions de sécurité européenne à Nantes Université.

LA GUERRE EN UKRAINE EN LIGNE DE MIRE

Au Parlement européen, une écrasante majorité des députés soutient cette aide sans relâche fournie à l'Ukraine. Dans une résolution votée le 19 septembre, 425 d'entre eux demandaient aux États membres



© Christian Lue/Unsplash

de lever les restrictions qui pèsent encore sur Kiev quant à l'utilisation d'armes occidentales — notamment des missiles américains et européens — contre les forces russes. Les élus les pressent également à dédier 0,25 % de leur PIB à cette cause. Une demande que la France pourrait ne pas pouvoir honorer. Le déficit public français contraint le ministère des Armées à revoir son aide militaire à la baisse.

Cette priorité placée sur la menace russe fait passer d'autres dossiers au second plan. La lutte contre le terrorisme, qui concerne encore une grande partie des pays de l'ouest de l'Europe, si elle est mentionnée dans les orientations de politique générale, est absente des lettres de mission confiées aux commissaires Kaja Kallas et Andrius Kubilius. Alors que des attaques terroristes continuent d'être déjouées partout en Europe, Ursula von der Leyen explique vou-

loir agir contre la « dimension en ligne » et « adopter une approche plus ferme à l'égard du financement du terrorisme et de la lutte contre la radicalisation ». Pour Jenny Raflik-Grenouilleau, « l'UE peut agir via les règlements européens sur la cybermenace et la radicalisation en ligne, mais c'est à la fois un outil central concernant le recrutement et marginal pour ce qui est du développement de la menace et du passage à l'acte ».

SUR L'EUROPE DE LA DÉFENSE, LES MEMBRES SE DÉCHIRENT ENCORE

Le cœur du projet de la Commission européenne sur les questions de sécurité et de défense est industriel et économique. Andrius Kubilius se verra confié, lorsqu'il aura été officiellement intronisé, une première mission de taille : « Travailler avec la Haut-Représentante (Kaja Kallas) pour présenter un livre blanc sur le futur de la défense européenne au cours des 100 premiers jours du mandat. » Que les Français ne s'emballent pas, la Présidente n'adoube en aucun cas ici « L'Europe de la défense » souhaitée depuis plus de 50 ans par Paris. « Tout semble se recentrer autour de l'OTAN alors que les projets français d'Europe de la défense se sont toujours construits en marge de l'Alliance, souligne Jenny Raflik-Grenouilleau. Ursula von der Leyen propose une vision très industrielle, dans laquelle l'économie est placée avant la stratégie et le militaire. » Sur le plan du rapport aux États-Unis, la présidente appelle à un « renforcement du partenariat UE-OTAN, bien loin de la volonté d'autonomie stratégique appelée des vœux français. Les États membres ont tendance à penser qu'un cadre politique clair pour la défense européenne ferait office de doublon par rapport à l'OTAN, en plus d'une perte d'argent significative. »

C'est donc sur les plans financier et industriel que la Commission 2024-2029 promet de se pencher. Le rapport Draghi, rendu public le 9 septembre, souligne : « L'industrie de défense est trop fragmentée, ce qui gêne sa capacité à produire suffisamment, et souffre d'un manque de standardisation et d'interopérabilité des équipements, ce qui affaiblit la capacité de l'Europe à agir comme un groupe puissant et soudé. » L'exemple des chars européens, au nombre de douze, était notamment cité pour souligner le manque de coordination entre les États membres sur ces sujets. Pour Lorenzo Mariani, co-directeur général du groupe italien Leonardo, la réponse à cet écueil se trouve dans les partenariats tels que celui qui existe déjà pour MBDA, filiale commune d'Airbus, BAE Systems et Leonardo. « La raison pour laquelle MBDA réussit aussi bien, c'est qu'elle a été capable de garder des éléments nationaux intacts (sécurité, employés, souveraineté nationale) tout en profitant des ressources d'une société commune. Je crois que le modèle MBDA est le seul qui peut fonctionner

Il faut baser le développement [de l'industrie de défense] sur les compétences et pas exclusivement sur la capacité de coopération.



© Markus Spiske/Pexels

en Europe », a-t-il dit sans détour à *Breaking Defense* en juillet. Un modèle de société commune, peut-être, mais dans le cadre réglementaire européen qui interdit le monopole. Dans ses orientations générales, la présidente évoque un « marché unique pour les produits et services de défense », qui devra être travaillé en détail par Andrius Kubilius.

REPENSER ET AUGMENTER LES DÉPENSES

Sans une refonte globale de la stratégie industrielle de défense européenne, les États membres continueront certainement de privilégier les accords bilatéraux. Le 15 octobre, Leonardo et Rheinmetall ont annoncé une nouvelle collaboration, dans le sens des propos de Lorenzo Mariani, afin de produire des véhicules de combat. Mais tous les États membres ne voient pas les choses du même œil. Pour Éric Trappier, PDG de Dassault Aviation et futur Président du Groupe Dassault, « les compétences de l'industrie de défense européenne sont en France ». Dans une conférence en août 2023, il soulignait : « Il faut baser le développement [de l'industrie de défense] sur les compétences et pas exclusivement sur la capacité de coopération. » Quant à Micael Johansson, PDG du suédois Saab et vice-président de l'association des industries aérospatiales et de défense européennes (ASD), il estime que l'Europe ne doit pas devenir « trop protectionniste ». « On ne peut pas commencer à se dire que tout doit être fait par des entreprises européennes. On doit pouvoir travailler avec des entreprises étrangères et elles-mêmes doivent être incluses dans les capacités de défense en Europe », a-t-il confié au *Financial Times*, en avril.

Au-delà de ces désaccords stratégiques, un autre problème, celui du sous-investissement maladif du secteur de la défense européenne, se fait ressentir. Dans son rapport, Mario Draghi alarme : « Les dépenses européennes en matière de défense n'équivalent qu'à un tiers des dépenses américaines et l'industrie de défense européenne souffre de décennies de sous-investissement et de stocks réduits. » L'économiste préconise une augmentation de 5 points de pourcentage de PIB européen investis dans la défense, rien que « pour revenir aux niveaux de dépenses vus dans les années 1960 et 1970 ». « Nous devons dépenser plus, dépenser mieux, dépenser ensemble », plaide Ursula von der Leyen. Elle espère y arriver à travers le Fonds européen de défense et un renforcement du programme pour l'industrie européenne de la défense, notamment. En juillet, Micael Johansson expliquait que les quelque 1,5 milliard d'euros envisagés pour la stratégie européenne de défense n'étaient pas suffisants. Pour le PDG de Saab, 100 milliards seraient nécessaires.

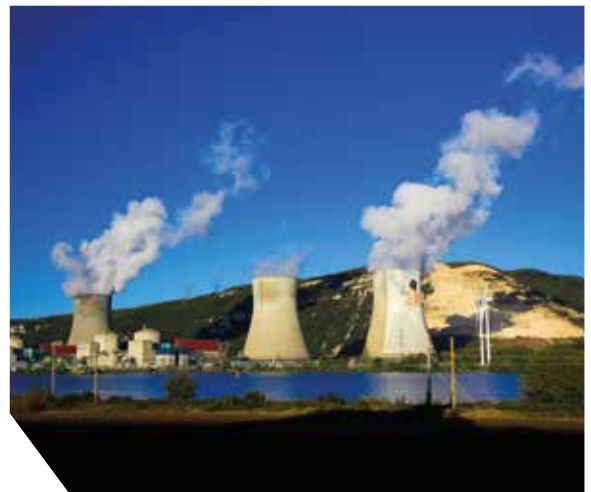
Réindustrialiser l'Europe : **MISSION DIFFICILE, MAIS PAS IMPOSSIBLE**

Moins 12 % depuis 2008. Moins 7 % depuis 2017.¹ C'est le recul de la production industrielle en Europe. Une perte de vitesse dont la succession de crises sécuritaires, économiques et climatiques depuis 2020 a mis en lumière l'ampleur et les conséquences : sécurité des approvisionnements, compétitivité des économies, résilience des sociétés. Un électrochoc pour l'Union européenne qui a fini par se saisir du sujet. Réglementations, financements, relocalisations... un chantier titanesque pour un continent qui part de loin, mais qui a peut-être aussi l'occasion de proposer un modèle de croissance plus durable.

PAR AMÉLIE RIVES

SE LIBÉRER DES DÉPENDANCES STRATÉGIQUES

« Il n'y a pas un secteur qui n'a pas souffert de dépendances stratégiques depuis l'épidémie de Covid puis la guerre Russie/Ukraine » rappelle Vincent Moulin Wright, Directeur général de France Industrie, et de poursuivre : « deux en particulier sont préoccupantes : les dépendances énergétiques, comme le gaz après le pétrole mais aussi le cuivre et peut être un jour l'uranium et les métaux critiques comme les terres rares, le lithium, le dysprosium, le silicium, le titane, le nickel ou encore le tungstène. » Quant aux semi-conducteurs, composantes maîtresses des puces électroniques indispensables à nos économies numériques, l'Europe n'en produit que 10%... loin derrière les États-Unis (47%) et la Corée du sud (20%).² Si la situation inquiète, c'est que « l'accès aux matières premières et composants électroniques, crucial pour les industries civiles, l'est encore plus pour les industries de défense. Les sanctions prises contre la Russie dans le domaine des biens à double usage, des semi-conducteurs et de l'informatique quantique, rappellent l'importance, en termes de sécurité et de défense, de la maîtrise des technologies et de la sécurisation des approvisionnements. »³ Et alors que l'Europe parle d'« économie de guerre » et de « réarmement », c'est bien là que le bât blesse : entre le début de la guerre en Ukraine et juin 2023, les armées européennes avaient acheté 78 % de leurs nouveaux équipements hors UE. Il aura fallu à l'Europe une crise sanitaire et une guerre à ses portes pour passer à l'action. « La France a été assez précurseur : le rapport Varin de 2022 sur la sécurisation de l'approvisionnement de l'industrie en matières premières minérales, a inspiré Thierry Breton pour le Critical Raw Material Act » souligne Vincent Moulin Wright. Conçu pour sécuriser l'approvisionnement de l'Europe en matières premières, il fait suite au Chips Act de 2023 visant lui à relocaliser en partie la production de semi-conducteurs haut de gamme en Europe.



Et des projets industriels et miniers commencent à renaître : Viridian Lithium devrait ouvrir dès 2027 la première usine française de lithium à Lauterbourg (Bas-Rhin) quand Imerys étudie un projet de mine et de raffinerie de lithium pour batterie dans l'Allier. « Mais aussi en Italie avec des projets sur les terres rares en Sardaigne, en Serbie pour une grande mine de lithium, ou ailleurs avec le cuivre, le nickel, dans des pays comme le Portugal, le Royaume Uni, etc. » explique Vincent Moulin Wright et de poursuivre : « De nouveaux acteurs comme des groupes automobiles, pétroliers ou d'ingénierie commencent à déployer des stratégies d'approvisionnement en investissant directement dans des projets miniers dans le monde : Total, Eramet, Renault, Stellantis, Schlumberger... Des fonds d'investissement dédiés ont été créés avec InfraVia ou Demeter. Le pari de la souveraineté n'est pas encore gagné, mais nous sortons peu à peu de la criticité. »



LA DÉFENSE EN PREMIÈRE LIGNE

Face à une industrie de défense européenne fragmentée et souffrant de sous-investissement chronique, Thierry Breton, alors commissaire européen, lançait en mars dernier une Stratégie industrielle européenne de défense visant à créer une base industrielle et technologique de défense européenne (BITDE). Comment ? En incitant les États à investir davantage, mieux, ensemble et avec une préférence européenne. Car « Réarmement et réindustrialisation vont de pair : réarmer implique à la fois d'accroître les capacités de production déjà existantes, de renforcer la résilience de certains pans industriels trop fragiles, et de recréer certaines capacités qui avaient été abandonnées ou perdues. » souligne Lilian Eudier Responsable des Etudes, RSE et RH au GICAT, le Groupement des industries françaises de défense et de sécurité terrestres et aéroterrestres. En France aussi, l'État a pris le problème à bras le corps. En 2023, Airbus, Safran et Tikehau Capital rachetaient Aubert & Duval, fournisseur de matériaux et pièces critiques pour l'aéronautique, la défense et le nucléaire, à Eramet. Un sauvetage rendu possible par le fonds d'investissement Ace Aéro Partenaires, créé en 2020 et géré par Tikehau Capital avec l'appui de l'État français pour soutenir la filière aéronautique. Soutenue par la DGA, une vingtaine de projets de relocalisation serait en cours d'instruction.⁴ Le premier à avoir transformé l'essai est Eurencos : le leader européen des explosifs, propulseurs et combustibles pour les munitions d'artillerie a relocalisé une filière poudre à Bergerac. Pour Vistry qui a relancé à Bourges une usine de fabrication additive, « il s'agit à la fois de répondre à des enjeux de souveraineté, mais aussi de réduire les boucles logistiques et d'accroître la disponibilité du matériel tant pour les forces que pour l'industrie, alors que les routes commerciales sont redéfinies sous l'effet des conflits en cours. » témoigne Alexandre Pedemonte, son fondateur et CEO. Une démarche vertueuse également tournée vers l'avenir : « Relocaliser c'est créer des usines, donc des emplois, mais aussi des viviers de compétences. À Bourges, nous développons des partenariats avec des écoles et des centres d'expertise comme l'INSA, CETIM ou avec l'UIMM, pour lancer une micro-filière de la fabrication additive. Nous travaillons notamment à créer une école dédiée à la filière de l'industrie du futur. » annonce Alexandre Pedemonte. Reste que la relocalisation peut s'avérer un véritable parcours du combattant. « Mener un projet de relocalisation en se basant uniquement sur les programmes et les aides publiques, c'est l'assurance d'un échec. Il faut pouvoir s'entourer de partenaires financiers et avoir accès à de l'argent privé. Or c'est sans doute le plus gros frein aujourd'hui car la défense est encore un secteur mal connu qui souffre de son image. On ne peut pas demander à l'État de tout faire, mais il faut simplifier ou inciter fiscalement l'investissement dans l'industrie de défense. » exhorte Alexandre Pedemonte.

RÉINDUSTRIALISER DURABLEMENT

Une réindustrialisation réussie « s'anticipe et s'entretient » explique Lilian Eudier et de préciser : « En amont, il faut poursuivre le travail en plateau pour qualifier rapidement le besoin et avoir suffisamment de visibilité sur les commandes. Ensuite, il faut penser recrutement et réglementations, concevoir des dispositifs contractuels plus souples et prévoir des investissements en R&D. » Indispensable également : le soutien à l'export. « La BITD française repose sur un co-financement des ventes à l'international et sur le marché national, nécessaire pour pérenniser notre modèle d'armée et financer le développement et la production des nouvelles technologies. Ceci relève d'une stratégie collective et adaptée, sur un marché de plus en plus concurrentiel, avec un « ticket d'entrée » relativement bas pour la défense terrestre, constituée d'une multitude de petits équipements et peu de grands programmes. L'export permet également de maintenir les chaînes de production et les moyens industriels dans le temps long. Sans cela : pas d'économie de guerre, ni même d'économie de « préparation à la guerre. » conclut Lilian Eudier.

Mais aujourd'hui, une réindustrialisation réussie c'est d'abord une réindustrialisation « verte », qui combine performance économique et durabilité environnementale. Tout l'enjeu sera de trouver l'équilibre face à des compétiteurs qui font d'autres choix méthodologiques et d'objectifs. Pour répondre à l'*Inflation Reduction Act* américain et ses 370 milliards de dollars de subventions, la Commission européenne a présenté en février 2023, le « plan industriel du Pacte vert ». Destiné à soutenir l'industrie dans le cadre de la transition écologique, il repose sur 4 piliers : un environnement réglementaire prévisible et simplifié, un accès plus rapide au financement, un renforcement des compétences, la promotion d'un commerce ouvert et équitable. Suivait le « *Net-Zero Industry Act* » et ses mesures visant à permettre à l'Europe de produire au moins 40 % de ses besoins en matière de technologies vertes d'ici 2030. La balle est désormais dans le camp de la nouvelle Commission. « En présentant ses orientations politiques pour son prochain mandat, Ursula Von der Leyen a explicitement associé au même niveau décarbonation et compétitivité économique, c'est un signal fort qu'un chemin existe pour une croissance durable et sobre. » souligne Vincent Moulin Wright.

Relocaliser c'est créer des usines, donc des emplois, mais aussi des viviers de compétences.

1. https://www.lemonde.fr/economie/article/2024/04/29/en-europe-une-si-difficile-reindustrialisation_6230541_3234.html
2. 2021-SIA-Factbook-FINAL1.pdf (semiconductors.org)
3. Les dépendances stratégiques, une question de souveraineté (robert-schuman.eu)
4. Le ministère des Armées accélère le tempo des relocalisations industrielles (usinenouvelle.com)

Où en est-on du passage À L'ÉCONOMIE DE GUERRE ?

Après presque 3 ans de guerre sur le sol européen et plus de 2 ans après le fameux discours d'Emmanuel Macron sur le passage de la France en économie de guerre, la réalité est aujourd'hui un peu différente... Les efforts des industriels sont constants mais de nombreux freins restent à lever alors que le contexte européen relève parfois plus de la compétition que de la coopération.

PAR DIANE CASSAIN



UNE NÉCESSITÉ QUI RÉSULTE D'UNE RÉALITÉ

« Disons clairement les choses : si nous ne parvenons pas à fournir à l'Ukraine les munitions dont elle a besoin pour se défendre, elle perdra la guerre. Nous ne sommes pas au rendez-vous de l'Histoire et à la hauteur de nos promesses. L'économie de guerre renvoie, non à des mots couchés sur le papier, mais à une capacité de produire davantage »¹ a martelé Cédric Perrin, le président de la Commission des affaires étrangères et de la défense du Sénat. Véritable changement de paradigme mettant fin à des années de sous-investissement dans le secteur de la défense, ce conflit a ouvert une nouvelle page dans l'histoire de la défense française. Le ministère des Armées a expressément demandé aux industriels d'accélérer leur rythme de production. Ce qu'ils ont fait. « En 2021, KNDS produisait environ 1 canon Caesar par mois. À compter d'octobre 2024, 6 sortent d'usine par mois, soit un tous les 4 jours ouvrés. Nous avons dû prendre des risques, constituer des stocks que ce soit d'explosifs, d'acier, de composants électroniques mais aussi d'ébauches métalliques forgées. Nous nous sommes réorganisés, certains postes sont maintenant en 3x8 » témoigne Nicolas Chamussy, Directeur général de KNDS France et Président du GICAT, le Groupement des industries françaises de défense et de sécurité terrestres et aéroterrestres.

LEVER LES FREINS

Si les industriels ont pris la mesure des enjeux, un véritable passage en économie de guerre suppose de lever plusieurs freins inhérents à la BITD (base industrielle et technologique de défense) européenne beaucoup trop fractionnée et donc vulnérable. « Lorsque j'ai pris mes fonctions au sein d'Arqus il y a près de dix ans, la première chose qui m'a frappé était la grande fragmentation de l'industrie terrestre, avec une faible mutualisation entre les acteurs. Or, ce constat perdure aujourd'hui »² souligne Emmanuel Levacher, PDG d'Arqus au sujet de la duplication des systèmes d'armement en Europe. Elle compte ainsi près de 180 types d'armements militaires majeurs. Les États-Unis, 30. Les entreprises européennes ont également une taille critique qui ne peut rivaliser avec celle des États-Unis. Sur les 100 premiers industriels de défense au niveau mondial, 26 sont européens pour un chiffre d'affaires total de 121 milliards de

Si nous ne parvenons pas à fournir à l'Ukraine les munitions dont elle a besoin pour se défendre, elle perdra la guerre. Nous ne sommes pas au rendez-vous de l'Histoire et à la hauteur de nos promesses.

Les menuiseries de sûreté qui sauvent des vies

The safety solutions that save lives



Pare-balles
Bulletproof



Coupe-feu
Fireproof



Anti-effraction
Burglarproof

**UN BUREAU
D'ÉTUDES
INTÉGRÉ**

IN-HOUSE CONCEPT DESIGN

**UNE EXPERTISE
HAUT DE GAMME
CERTIFIÉE**

EXPERTS IN SENSITIVE ENVIRONMENTS

**DES PRODUITS
SÉCURISÉS
SUR-MESURE**

BESPOKE SAFETY PRODUCTS



+ 33 4 93 65 22 65
contact@protechsecurite.fr
protechsecurite.fr



ProTech Sécurité

Vous êtes en lieu sûr

dollars contre 42 entreprises américaines pour un chiffre d'affaires qui atteint les 302 milliards de dollars.³ Une réalité que l'industrie de défense française tente d'enrayer via le recrutement notamment. « C'est l'une des clés pour accompagner les montées en cadence auxquelles nous faisons face. KNDS a recruté près de 500 personnes l'année dernière ». Autre problématique : l'approvisionnement et la réduction de nos dépendances. Pour produire, il faut se ravitailler. Or, avec la compétition internationale, l'accès aux matières premières ou aux ressources stratégiques représentent un frein au développement d'une BITD forte. « Tous les fabricants européens ont des difficultés pour s'approvisionner notamment en terme d'explosifs et de poudre propulsive. Et, même quand on y arrive, nous devons être vigilants avec les sources uniques. Il est plus sage de diversifier nos approvisionnements auprès de plusieurs fournisseurs ou fabricants. Certes, cela coûte plus cher mais c'est aussi le meilleur moyen de faire vivre la supply chain et l'ensemble de l'industrie » déclare Nicolas Chamussy.

Quant aux années de sous-investissements dans le secteur de la défense, elles ont aujourd'hui des conséquences dommageables sur l'état de la BITD française. « Le financement reste le nerf de la guerre. Nous devons nous assurer qu'année après année, les budgets restent conformes à ceux fixés dans la Loi de Programmation Militaire et ce, malgré les difficultés budgétaires françaises » souligne Nicolas Chamussy et d'ajouter : « Plusieurs dispositifs ont vu le jour et sont très bénéfiques. Je pense, par exemple, à la création du "référé défense" dans les grandes banques. Il est un très bon intermédiaire entre les industriels de défense et les établissements financiers qui sont parfois réticents à accompagner ce secteur. Par ailleurs, nous remarquons un changement de paradigme, notamment au plan communautaire : le développement des programmes européens

comme EDIRPA, le fonds Européen de Défense (FED) et la proposition par la Commission Européenne de nouveaux instruments EDIRPA montrent la mobilisation pour la construction d'une industrie européenne de défense plus structurée et accompagnée ».

COOPÉRATION OU COMPÉTITION ?

La compétition entre entreprises européennes de la défense est palpable, notamment avec notre voisin allemand qui a "torpillé", pour reprendre les mots de Jean-Louis Thériot quand il était encore député, trois projets de coopération avec la France : le maritime airborne warfare system (MAWS), le standard 3 de l'hélicoptère Tigre et le common indirect fire system (CIFS, projet d'artillerie du futur). Sans parler du projet de bouclier antimissile, European sky shield initiative (ESSI), « où l'Allemagne a pleinement su tirer parti du Framework Nation Concept de l'Otan pour s'imposer comme Nation-cadre de ce projet qui rassemble 21 États. Je rappelle que la France n'a pas été associée à ce projet et que celui-ci promeut des systèmes israéliens et américains alors même que notre système franco-italien de défense sol-air SAMP-T aurait pu répondre aux besoins allemands. »⁴ soulignait l'ancien député, désormais ministre délégué auprès du ministre des Armées et des Anciens combattants. Et de compléter : « L'Allemagne développe dorénavant une véritable stratégie industrielle de défense pour étendre sa sphère d'influence en Europe. Cela tend à accroître encore davantage la logique compétitive aux dépens de la logique coopérative ».

« En réalité, nous sommes une économie qui vit dans un monde en guerre. Économie de guerre, dans un contexte de guerre économique » conclut Nicolas Chamussy...



En réalité, nous sommes une économie qui vit dans un monde en guerre. Économie de guerre, dans un contexte de guerre économique.

1. <https://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/aeronautique-defense/france-pourquoi-l-ef-fort-de-guerre-pour-l-ukraine-se-fracasse-devant-les-realites-economiques-991204.html>
2. Rapport d'information en conclusion des travaux d'une mission d'information sur l'industrie de défense, pourvoyeuse d'autonomie stratégique en Europe ?, mai 2024, Assemblée nationale
3. Ibid
4. Ibid



L'OTAN FACE AUX DÉFIS DE DEMAIN

Menacée à l'Est, challengée au Nord, déstabilisée au Sud... L'Otan fête ses 75 ans dans un contexte sécuritaire détérioré et incertain. Un défi certes, mais aussi une opportunité pour celle que certains pensaient en "mort cérébrale". L'occasion pour l'Alliance de réaffirmer son rôle sur la scène internationale, d'approfondir la transformation de ses modes et de ses moyens d'action, et de prendre, dès maintenant, le tournant de l'adaptation au changement climatique.

PAR MARIE ROLLET

UN NOUVEAU CONTEXTE SÉCURITAIRE

En 2022, l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) publiait son nouveau Concept Stratégique et adaptait sa posture militaire et politique pour se donner les moyens de répondre à de nouveaux défis. En tête, la Russie, « menace la plus importante et la plus directe pour la sécurité des Alliés »,¹ suivie de près par la Chine, qui fait peser des « défis systémiques »² sur la sécurité euro-atlantique et joue « un rôle déterminant dans la guerre menée par la Russie au travers de son partenariat dit "sans limites" et du large soutien qu'elle apporte à la base industrielle de défense russe [...] »³ En première ligne, le flanc Est de l'Alliance, où le renforcement militaire initié en 2014 s'est brusquement accéléré en 2022. Il illustre, à lui seul, le recentrage stratégique de l'organisation sur ses missions de dissuasion et de défense. L'adhésion de la Finlande et la Suède à l'OTAN bouleverse aussi les équilibres sur son flanc Nord. Sept des huit États arctiques sont désormais membres de l'Alliance, face à la « flotte du Nord » russe et ses sous-marins nucléaires... et désormais aussi face à la Chine, à qui Moscou a ouvert une porte en Arctique pour intensifier leur coopération scientifique et tech-

En juin 2024, l'exercice Steadfast Defender testait la capacité des alliés à sécuriser l'Atlantique à partir de l'Arctique.

nologique. Désormais priorité pour l'Alliance, la défense de l'Arctique est couverte par le *Regional Plan Northwest* de 2023, l'un des plans de défense les plus complets de l'OTAN. En juin 2024, l'exercice *Steadfast Defender* testait également la capacité des alliés à sécuriser l'Atlantique à partir de l'Arctique. À l'autre extrémité, « l'invasion totale de l'Ukraine par la Russie a aggravé l'instabilité et l'insécurité sur le flanc Sud de l'OTAN. »⁴ notait l'Assemblée parlementaire de l'OTAN. La présence renforcée de la Chine et de la Russie en Méditerranée, en Syrie, en Libye, dans les Balkans occidentaux ou même en Afrique, menace les intérêts de l'Alliance



et entretient l'instabilité dans ces régions. « Cette instabilité est également à l'origine d'autres problèmes importants pour les alliés du flanc Sud de l'OTAN : l'immigration irrégulière, la contrebande de drogue, la piraterie et le crime organisé [...] » ajoutait Jason Davidson, Nonresident Senior Fellow à l'Atlantic Council.⁵

APPRIVOISER LES TECHNOLOGIES DE RUPTURE

« Le 24 février 2022 a représenté une vraie rupture : on a changé d'échelle, de tempo, [...] et on a vu l'élargissement des domaines : on n'était plus uniquement sur les domaines terre/air/mer, mais aussi dans le champs immatériel. »⁶ rappelle le Général Éric Autellet, ancien Major général des armées et de poursuivre : « la guerre de demain concernera notamment les domaines informationnel, cyber et spatial ». Une nouvelle donne bien anticipée par l'Alliance. La reconnaissance de l'espace comme domaine d'opérations à part entière en 2019 et de son rôle essentiel dans la posture de défense et de dissuasion en 2022 la pousse à renforcer ses capacités : ouverture d'un NATO Space Centre en 2020, lancement de l'Alliance Persistent Surveillance from Space initiative pour accroître la surveillance spatiale et le renseignement... L'arrivée de nouveaux acteurs du spatial, en particulier les acteurs commerciaux, qui sont, qu'ils le veuillent ou non, partie prenante des rivalités entre États « entraîne une révolution interne : qui sont les acteurs de confiance ? Comment faire du data sharing, de l'interopérabilité by design... ? »⁷ interroge Xavier Pasco, Directeur de la Fondation pour la recherche stratégique. Autre domaine clé : « Le numérique est clairement celui qui apporte la plus grande rupture. » souligne le Général Autellet et de préciser : « Nous sommes à un tournant : il y avait un monde avant l'IA, le Cloud et l'approche par la donnée. On était alors dans des systèmes d'information très verticaux. Le découplage du numérique offre aux militaires de nouvelles opportunités. »⁸

Conscient du rôle critique des technologies émergentes et de rupture, et notamment du numérique, dans le renforcement de l'instrument militaire de puissance de l'Otan, l'Alliance publiait en 2021 une stratégie dédiée. Ses priorités : intelligence artificielle, systèmes autonomes, technologies quantiques, biotechnologies et technologies d'amélioration des capacités humaines, espace, systèmes hypersoniques, matériaux et procédés de fabrication innovants, énergie et propulsion, réseaux de communication de nouvelle génération... Pour conserver son avance technologique et bénéficier d'un avantage opérationnel, l'OTAN a lancé en 2022 un fonds d'innovation d'1 milliard d'euros pour accélérer l'innovation sur les technologies émergentes et de rupture. En 2024, il annonçait ses premiers investissements : ARX Robotics, (drones sans pilote) Fractile, (puces électroniques), iComat, et Space Forge (matériaux innovants dans

l'aérospatial). L'année précédente, les trois premiers programmes Défis et Innovation de l'Accélérateur d'innovation de défense pour l'Atlantique Nord ciblaient eux la résilience énergétique, la détection et la surveillance sous-marine et le partage sécurisé de l'information.

INTÉGRER LA NOUVELLE DONNE CLIMATIQUE

Alors que l'Alliance repense ses modes d'action, l'édition 2024 de son étude sur l'incidence du changement climatique rappelait que ses effets « [...] représentent des défis directs et indirects pour l'accomplissement des tâches fondamentales de l'OTAN, y compris la défense de la zone euro-atlantique ».⁹ Au Kosovo, la multiplication d'épisodes de chaleurs extrêmes et d'inondations contraint la KFOR à faire évoluer ses missions : surveillance de la criminalité environnementale, soutien aux opérations de secours aux victimes des inondations, prévention de la propagation des feux de forêt... A Rovajärvi (Laponie) la plus grande zone unifiée d'exercice militaire et d'entraînement au tir d'Europe de l'Ouest, la diminution du gel des sols et la hausse des précipitations pourraient affecter l'infrastructure, les routes existantes et les équipements militaires, et entraver les déplacements pendant les entraînements. Sans compter l'impact sur les performances des sous-marins, des hélicoptères navals ou des avions de transport militaire. Le changement climatique se pose également en enjeu stratégique. En Arctique, la fonte des glaces ouvre de nouvelles routes qui impactent la défense de la région.

Face à ce constat, et malgré certains blocages et réticences persistants, les lignes commencent à bouger. En 2021, l'OTAN adoptait son premier plan d'action global sur le changement climatique et la sécurité. En jeu : une meilleure connaissance de l'impact du changement climatique sur la sécurité ; l'adaptation des capacités militaires pour conserver son efficacité opérationnelle ; la réduction des émissions de gaz à effet de serre de l'organisation ; l'intégration des enjeux de changement climatique dans ses relations avec ses partenaires. Pour concrétiser cet engagement, l'OTAN a ouvert à Montréal un *Climate Change and Security Centre of Excellence*. Pour que l'organisation atteigne ses ambitions de leadership en la matière, Heidi Hardt, chargée d'une étude sur l'adaptation de l'OTAN au changement climatique, propose cinq axes d'actions : créer un post dédié de haut niveau ; renforcer la formation des personnels ; recruter des conseillers climat dans l'ensemble de l'organisation ; intégrer les événements climatiques aux exercices et simulations ; intégrer la sécurité climatique à la planification opérationnelle.¹⁰ L'écho que trouveront ces problématiques dans l'organisation dépendront aussi de l'engagement du nouveau Secrétaire Général, Mark Rutte, là où son prédécesseur avait été moteur sur ce sujet.

1. 290622-strategic-concept-fr.pdf (nato.int)

2. ibid

3. https://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics_50090.htm

4. download-file (nato-pa.int)

5. Four steps that NATO's southern flank strategy needs to succeed - Atlantic Council

6. OTAN : 75 ans de solidarité stratégique | Ifris

7. et 8. Ibid

9. 240709-Climate-Security-Impact-fr.pdf (nato.int)

10. NATO Wants to Be a Leader on Climate Security: Here Are the Next Steps to Get There - IGCC (ucigcc.org)

La science, OUTIL DE RAYONNEMENT ET D'INFLUENCE

« Alors que les nations se sont lancées dans une course aux technologies nouvelles et disruptives, la diplomatie scientifique n'est pas seulement utilisée comme une forme de « soft power », mais aussi comme un « hard power ». ¹ » note Jan Marco Muller, Coordinateur pour la diplomatie scientifique à la Commission européenne. L'Europe entend donc, elle aussi, faire de la science un levier d'influence autant qu'un atout dans les négociations internationales, et de la diplomatie un vecteur de promotion de l'excellence scientifique. Les compétences et ambitions ne manquent pas, mais résisteront-elles aux divergences internes à l'Europe et à un contexte international qui se détériore ?

PAR MARIE ROLLET

LA CADENCE S'ACCÉLÈRE

Depuis quelques années, l'Europe presse le pas. Au niveau national, les États membres se dotent de stratégies de diplomatie scientifique ou technologique : la France en 2013, l'Autriche en 2019 ou cette année le Danemark. Dans les ministères des Affaires étrangères, des postes sont créés : « Chief Science Officer » aux Pays Bas, Conseiller pour la Science et l'innovation en Lituanie, Ambassadeur pour la recherche et l'innovation en Slovaquie... Pour faciliter la coordination de ces actions nationales et définir les objectifs et méthodologies de ce qui pourrait être une diplomatie scientifique européenne, la Commission lançait trois projets de recherche : *European Leadership in Cultural, Science and Innovation Diplomacy*, *Using Science for/in Diplomacy for Addressing Global Challenges* et *Inventing a Shared Science Diplomacy for Europe* (InsSciDE). Des réflexions qui donnaient naissance en 2021 à la *EU Science Diplomacy Alliance*, avec l'objectif de « construire des réseaux de coopération entre les institutions scientifiques européennes pour faire de la diplomatie scientifique un outil de promotion de la place de l'Europe dans le monde et de réponse aux grands défis que sont l'environnement, la santé, la sécurité. » précise Pascal Griset, professeur d'his-



Au niveau national, les États membres se dotent de stratégies de diplomatie scientifique ou technologique.

toire contemporaine à Sorbonne Université, coordinateur du projet InsSciDE et co-fondateur de l'Alliance. Un sujet dont s'emparent à leur tour les 27 ministres de la recherche en 2023, demandant un cadre européen ambitieux favorisant l'utilisation de la diplomatie scientifique de manière stratégique pour relever les défis géopolitiques mais aussi de la renforcer dans ses capacités et dans les délégations et les ambassades. L'objectif est aussi de favoriser son rayonnement à l'échelle mondiale, et de la rendre *in fine* plus efficace et plus résistante grâce aux données scientifiques et à la prospective. Quatre groupes de travail ont été créés et une feuille de route a été remise à la Commission en juin dernier.

« Reste à voir maintenant comment la nouvelle Commission se l'approprie – ou pas – et quels moyens lui seront associés... » note Pascal Griset.

« HORIZON EUROPE », VECTEUR PRIVILÉGIÉ D'INFLUENCE

L'UE n'a cependant pas attendu 2024 pour mettre la science au service de ses ambitions diplomatiques... et vice-versa. Dans les grandes capitales mondiales, des conseillers scientifiques représentent le Service d'action extérieure pour favoriser la collaboration entre les attachés de coopération scientifique des ambassades des États membres. « La DG Recherche et Innovation fait elle de la diplomatie scientifique un enjeu majeur et global pour l'UE, notamment avec le programme Horizon Europe. » rappelle Pascal Griset. « Il a vocation à mettre en œuvre la politique de l'UE et de contribuer à une Europe plus sûre, plus résiliente et plus compétitive et donc plus attractive, plus accueillante et plus influente sur la scène internationale. » explique Frédéric Perlant, Point de Contact National pour le Cluster « Sécurité » du programme. Pour un écosystème d'innovation toujours plus solide et plus résilient en Europe, le Conseil européen de l'innovation (CEI), qui fait partie d'Horizon Europe, a annoncé le 29 octobre qu'il investira 1,4 milliard d'euros pour soutenir la recherche européenne en matière de 'deep tech' et les jeunes pousses à fort potentiel en 2025. Lutte contre le crime et le terrorisme, protection des frontières, sécurité et résilience des infrastructures, cybersécurité, résilience face aux catastrophes climatiques, renforcement de la recherche et de l'innovation en sécurité sont les axes de travail privilégiés. Ouvert à tous les États membres, aux États associés et à certains pays à faibles revenus, il s'étend également progressivement à d'autres partenaires essentiels sur ces sujets, comme le Canada, la Tunisie et bientôt la Corée du Sud, « sauf sur certains sujets trop sensibles comme certains enjeux de cybersécurité, notamment la cryptographie » précise Frédéric Perlant. Dans d'autres domaines les coopérations sont plus fluides, comme la résilience face aux événements climatiques. L'Australie siège ainsi au Comité des Parties Prenantes et le Canada et les États-Unis au Comité d'experts du projet ANYWHERE,² une plateforme paneuropéenne d'alerte précoce. Sans oublier les règles sur la transparence et l'explicabilité des algorithmes d'IA qui sont issus de projets de recherche européens. « Elles sont aujourd'hui reprises par de nombreux acteurs, y compris des grands groupes et donnent à l'Europe un réel pouvoir d'influence. » souligne Frédéric Perlant et de compléter : « Une autre dimension parfois oubliée de ces projets est la constitution de réseaux d'acteurs du domaine concerné (chercheurs mais aussi fournisseurs de technologie, intégrateur et utilisateurs). Ils sont essentiels car ce sont eux qui pèsent ensuite dans la rédaction des directives européennes, ou au niveau international dans l'élaboration de standards. »

UNE DIPLOMATIE PARTAGÉE

Malgré ce succès, il reste beaucoup à faire pour voir l'émergence d'une véritable diplomatie scientifique européenne. En cause ? Relations compliquées entre la DG Recherche et le SAEA, les deux grands acteurs de la diplomatie scientifique européenne, divergences d'approches et de compré-



hension entre les diplomates et les scientifiques, sans compter les différences culturelles nationales... « Il est préférable de chercher la convergence de diplomaties scientifiques nationales plutôt qu'une diplomatie scientifique communautaire pilotée à Bruxelles. On parlerait plutôt de diplomatie « partagée » en définissant des champs d'action qui mobiliseraient des États désireux de travailler ensemble sur certains sujets. » précise Pascal Griset. C'est d'ailleurs le modèle de « coopération renforcée » qui a permis en 2023 l'adoption du brevet unitaire. « Nous ne sommes plus uniquement dans le champ de la diplomatie scientifique mais dans celui complémentaire de la « diplomatie de l'innovation » dans laquelle l'innovation et la technologie, en lien avec la science sont un outil d'influence et d'attractivité. Dans ce contexte, la propriété industrielle est essentielle, surtout avec l'arrivée de technologies basées sur l'IA. » complète le chercheur. Mais la traduction de la diplomatie scientifique en actions concrètes s'avère délicate dans un contexte de tensions géopolitiques exacerbées. « La science a longtemps été considérée comme le dernier canal de communication quand tous les autres sont rompus. Même pendant la guerre froide, les échanges scientifiques ont perduré. Mais cette vision s'est un peu affaiblie avec l'invasion de l'Ukraine. Elle a provoqué un choc tel que les pays occidentaux ont coupé tout lien avec la Russie en matière de coopération scientifique. » souligne Pascal Griset. De rares échanges informels semblent persister, notamment sur le projet ITER ou les enjeux arctiques. Autre cas complexe : « La Chine reste officiellement un partenaire, mais dans les faits les coopérations et les flux d'étudiants se sont nettement réduits. » témoigne le professeur et de conclure : « Nous faisons face à un dilemme entre l'ouverture, qui est le propre de la diplomatie scientifique, et le risque d'espionnage et de fuite d'informations. Il existe aujourd'hui une véritable tension entre les libertés académiques et les questions de sécurité. »

1. Building European Science Diplomacy from the Bottom Up | Science & Diplomacy
2. EnhANCing emergencY management and response to extreme WeatHER and climate Events

La Tchéquie et la Pologne, REMPARTS DE LA SÉCURITÉ EUROPÉENNE ?

La Pologne et la République tchèque se trouvent en première ligne de la dégradation des conditions sécuritaires en Europe centrale. Si les deux pays se placent parmi les premiers contributeurs financiers de l'OTAN, à hauteur de 3,1 % et 2 % de leurs PIB pour 2025, avec des ambitions d'achats massifs d'équipements, l'approche d'échéances électorales décisives et les tensions budgétaires pourraient bien remettre en cause la pérennité de leurs investissements.

PAR GEOFFREY COMTE

PARAPLUIE ATLANTISTE

La République tchèque et la Pologne souhaitent devenir les fers de lance des capacités de dissuasion et d'intervention de l'OTAN et de l'UE. Placées à leur frontière orientale, ce sont les nations hôtes qui accueillent les bases des forces alliées afin de faciliter les transports de troupes, le déploiement des systèmes aériens et de lancement de missiles balistiques. Au moins 10 000 soldats américains sont actuellement stationnés en Pologne. En décembre 2023, un bouclier antimissile étasunien a été construit dans le nord du pays au sein de la ville de Redzikowo, située à 250 km de l'oblast de Kaliningrad. Ces deux pays ont pour rôle de protéger ces infrastructures critiques comme de fournir des forces de combat, en particulier des brigades lourdes, ce qui suppose des achats massifs de matériels et des compétences de maintien en condition opérationnelle.

En mai 2023, la Tchéquie a acquis 246 CV90, des véhicules de combat d'infanterie suédois, pour un total de 2,2 milliards de dollars, ainsi que 77 Léopards 2A8, des chars de combat allemands, au prix d'environ 2,3 milliards de dollars. Les premiers seront livrés entre 2026 et 2030, tandis que les seconds seront reçus à partir de 2030. Un an plus tôt, la Pologne avait signé un contrat d'achat de 250 tanks M1A2 Abrams auprès des États-Unis, dont la livraison aura lieu entre 2025 et 2026 pour 4,75 milliards de dollars. À l'horizon 2026, la Corée du Sud fournira un total de 1 000 tanks K2 à Varsovie d'une valeur de 3 milliards d'euros et 672 obusiers automoteurs K9.² Le pays a aussi contracté 48 systèmes de défense aérienne Patriot, 486 lanceurs Himars, plusieurs milliers de missiles antichars FGM-148 Javelin et AGM-114 Hellfire-2 des États-Unis et des missiles anti-navires norvégiens NSM.³ Ces équipements seront centraux pour augmenter sa puissance de feu et garantir la défense côtière le long de la mer Baltique.



©FotoDax

La Tchéquie, quant à elle, est en cours d'acquisition de 52 canons CAESAR pour une somme avoisinant 335 millions d'euros.⁴ Ils seront livrés d'ici à 2026.

Moderniser les systèmes aériens est une autre priorité stratégique. Prague va remplacer ses avions J-39 Gripen et L-159 par 24 F-35 Lightning II, devant voir le jour entre 2031 et 2034.⁵ Le coût total s'élève approximativement à 5 milliards de dollars avec les équipements, formations et munitions. En parallèle, Varsovie a contracté l'achat de 96 hélicoptères d'attaque AH-64E Apache ainsi que 32 F-35 pour un peu moins de 9 milliards de dollars.¹ Entre 2025 et 2028, la Corée du Sud lui fournira également 48 avions légers de combat FA-50, dont la valeur représente 3 milliards de dollars.

DIFFICULTÉS DE RECRUTEMENT

Malgré l'ambition des politiques d'achat, les armées tchèques et polonaises rencontrent des difficultés à recruter de nouveaux soldats. Fort de 150 000 unités, Varsovie cherche pourtant à doubler cet effectif d'ici à 2035. « *L'une des priorités nationales est de réarmer la brigade mécanisée et de la maintenir en condition de combat avec le personnel adéquat. En République tchèque, il y a 27 000 soldats actifs et environ 4 000 réservistes actifs, et il est prévu de porter le nombre de réservistes à 10 000 à l'horizon 2030. Toutes les armées eu-*



©WoodysPhotos

ropéennes sont confrontées aux mêmes obstacles en matière de pénurie d'effectifs. La République tchèque a un faible taux de chômage, l'un des plus bas de l'UE, ce qui rend la tâche d'autant plus ardue. » explique Vojtěch Bahenský, chercheur à l'Institut d'études internationales de la Faculté des sciences sociales de l'Université Charles à Prague.

SANCTUARISER LE TERRITOIRE

La sécurisation des frontières et la gestion des flux migratoires dominent les agendas de sécurité intérieure tchèque et polonais. Le siège de Frontex se situe en Pologne, ce qui fait du pays un pilier de la politique migratoire de l'Union européenne. Entre 2022 et 2025, Varsovie a prévu des investissements de l'ordre de 1,4 milliard d'euros pour son plan de modernisation de la police, incluant des acquisitions d'équipements modernes et de nouveaux projets R&D. Des achats qui concernent les technologies de déminage, de brouillage ou encore de robotique. Ce plan donnera aussi naissance au Bureau central de lutte contre la cybercriminalité et d'un Bureau central de lutte contre la criminalité financière. Les priorités du gouvernement tchèque sont similaires. « Elles sont liées à la lutte contre la cybercriminalité, la lutte contre la montée de l'extrémisme et de la désinformation, l'impact de la guerre en Ukraine et l'immigration illégale. La Tchéquie a des besoins en matériels d'observation, de reconnaissance faciale, de contrôle et analyse des flux, de surveillance, protection des infrastructures sensibles, d'équipements de maintien de l'ordre et des munitions sans plomb » assure Laurence de Touchet, Directrice des Programmes France Export de Business France. Et de poursuivre : « Les drones spéciaux et tactiques sont également recherchés ainsi que les innovations en matière de lutte anti-drones. À la suite de l'incendie de 1600 ha de forêt, d'importants moyens financiers seront consacrés à l'achat d'équipements innovants pour les pompiers ». Autant d'opportunités pour les entreprises françaises qui désirent trouver de nouveaux débouchés commerciaux.

“ LES DRONES SPÉCIAUX ET TACTIQUES SONT ÉGALEMENT RECHERCHÉS AINSI QUE LES INNOVATIONS EN MATIÈRE DE LUTTE ANTI-DRONES. À LA SUITE DE L'INCENDIE DE 1600 HA DE FORÊT, D'IMPORTANTS MOYENS FINANCIERS SERONT CONSACRÉS À L'ACHAT D'ÉQUIPEMENTS INNOVANTS POUR LES POMPIERS.

”

tions nationales.

En mai 2025, les Polonais éliront un nouveau chef d'État possédant un droit de veto sur la politique extérieure du pays. Puis en octobre 2025, les élections parlementaires tchèques permettront de rouvrir les dossiers de la défense tout comme de la coopération bilatérale, tendue sur les questions agricoles. Les prochains mois seront ainsi décisifs tant pour les équilibres géostratégiques de l'Europe centrale que pour l'épineux sujet de l'élargissement de l'Union européenne.

HORIZONS INCERTAINS

La Tchéquie et la Pologne partagent des convictions transatlantiques et de forts liens avec les États-Unis, alimentés par un profond sentiment anti-russe. Pourtant, il n'existe pas de réel consensus stratégique entre elles ce qui limite la coopération militaire. « Toutes les activités du groupe de Visegrád (V4) sont maintenant ralenties ou arrêtées. Seule la ligne bilatérale reste ouverte. Pour la Pologne, il est plus pertinent de travailler avec les États-Unis, la Corée du Sud ou le Royaume-Uni plutôt qu'avec la Tchéquie. Entre les deux voisins, il y a plus de concurrence et de chevauchement que la perception d'intérêts communs » précise Pavel Havlicek,

chercheur à l'Association pour les affaires internationales à Prague.

Les questions sécuritaires s'effacent devant les futures échéances électorales, sources d'incertitudes politiques. La Pologne s'apprête notamment à prendre la tête de la présidence du Conseil de l'UE, en plaçant la relation atlantiste au cœur de son programme. En Tchéquie et en Pologne, les arbitrages budgétaires en matière de défense forment un relatif consensus parmi les chefs d'État et de gouvernement. « En Pologne, la politique de défense du Parti conservateur Droit et Justice (PiS) consistait à se singulariser vis-à-vis des partenaires et des marchés européens en instaurant une stratégie d'achat multilatérale, notamment auprès de la Corée du Sud. Le gouvernement libéral de Donald Tusk a poursuivi cette stratégie et a maintenu des niveaux de dépenses élevés. En conséquence, les libéraux acceptent désormais de dépasser le seuil symbolique d'un endettement à hauteur de 60 % du PIB,

ce qui représente un changement de paradigme au plus haut sommet de l'État » pointe Frédéric Zalewski, spécialiste de la Pologne et Maître de conférences à l'Université Paris-Nanterre. Mais les situations budgétaires se dégradent à cause des importantes obligations liées aux contrats d'achat, à l'instar des coûts de maintien en condition opérationnelle. Des tensions budgétaires qui influenceront les élec-

1. bit.ly/4hmj1av
2. bit.ly/3NGWUzi
3. bit.ly/3NKkaw4
4. bit.ly/4hdT1PM
5. bit.ly/3NGxVvP

L'Union européenne en première ligne **FACE** **AUX RISQUES MAJEURS**

Les intempéries ont « *provoqué la plus grande catastrophe naturelle de l'histoire récente de notre pays* », insistait le Premier ministre espagnol il y a quelques jours alors que le bilan provisoire des inondations qui touche le sud-est du pays s'élevait à plus de 217 morts. Au regard des enjeux actuels, le développement d'une approche globale et intégrée au niveau européen n'est plus une option. Zoom sur l'un des défis du siècle : l'adaptation des pays européens aux risques majeurs.

PAR CAMILLE LÉVEILLÉ



©J Bartlett Team Rubicon

DES ENJEUX MAJEURS

Entre 1980 et 2022, les catastrophes climatiques ont coûté plus de 650 milliards d'euros aux Européens. Si les pays du Sud du continent ont longtemps été les plus exposés, ceux du Nord connaissent de plus en plus d'événements climatiques extrêmes et l'Europe se réchauffe deux fois plus vite que la moyenne mondiale. L'Agence européenne pour l'environnement (AEE) a récemment dressé un tableau inquiétant. Sur 36 risques évalués, 21 d'entre eux nécessitent une réponse immédiate.¹ Les risques majeurs impactent majoritairement les écosystèmes notamment marins et côtiers, l'alimentation, la santé, les infrastructures, l'économie et les finances. « *Nous serons confrontés à de plus en plus d'impacts négatifs découlant de la crise climatique, en Europe et dans le reste du monde.* » prédit Janez Lenarčič, Commissaire européen à l'Aide humanitaire et à la Réaction aux crises. « *Notre nouvelle analyse montre que l'Europe est confrontée à des risques climatiques urgents auxquels notre société n'est pas suffisamment préparée. Afin d'assurer la résilience de nos sociétés, les*

Nous serons confrontés à de plus en plus d'impacts négatifs découlant de la crise climatique, en Europe et dans le reste du monde.

décideurs politiques européens et nationaux doivent agir maintenant pour réduire les risques climatiques à la fois par des réductions rapides des émissions et par des politiques et des actions d'adaptation fortes. »² souligne Leena Ylä-Mononen, Directrice exécutive de l'AEE.

DES DISPOSITIFS ÉPROUVÉS DANS L'UNION EUROPÉENNE

Plusieurs dispositifs ont fait leur preuve au niveau européen, notamment le Mécanisme de protection civile de l'UE, véritable incarnation de la solidarité européenne. L'UE et la Banque mondiale ont lancé dans ce cadre le 29 février dernier le « *Dispositif de financement de l'assistance technique en matière de prévention des catastrophes et de préparation à celles-ci* » destiné, pour l'instant, aux autorités nationales de



protection civile. L'objectif est d'améliorer la prévention et la préparation aux catastrophes dans l'UE et hors de ses frontières. Doté de 6 millions d'euros, il a vocation à soutenir des projets, études et formations en matière de résilience face aux catastrophes climatiques.

En 2023, le mécanisme a été activé 66 fois, soit plus de 5 fois par mois pour faire face au conflit en Ukraine, aux feux de forêt en Europe et au tremblement de terre en Turquie et Syrie. Dernière illustration en date de cette solidarité européenne : le 30 septembre dernier, lorsque la Grèce a déclenché le mécanisme, 3 avions provenant des réserves d'urgence de l'UE et pré-positionnés en Italie et en Croatie ont été affrétés. Particulièrement vulnérable au risque de feux de forêt, la Grèce avait déjà demandé de l'aide à deux reprises cet été recevant notamment 348 pompiers issus des différents États membres, 115 véhicules et 2 hélicoptères.³ Lorsque cela ne suffit pas, la réserve RescEU intervient alors. Destinée à protéger les citoyens des catastrophes et à gérer les nouveaux risques, elle a récemment conclu des accords visant à la production de 12 avions amphibies de lutte contre les incendies, se constituant sa propre flotte permanente, pour un montant de 600 millions de dollars.⁴ Fin août, Madère recevait ainsi deux avions bombardiers d'eau pour faire face à un feu dévastateur. Ces derniers provenaient de RescEU après que le Portugal ait fait appel à la réserve.

DES TECHNOLOGIES ET DE L'IA

Fin septembre, la Grèce a pu bénéficier de cartographie d'urgence par satellite fournie par le système de surveillance de la Terre Copernicus. Autre système européen qui sera déployé en 2025 : l'*Emergency Warning Satellite Service* du système de navigation européen Galileo. Les tests pilotes ont démontré que les populations pouvaient être alertées en cas de catastrophe imminente, même si les infrastructures de communications terrestres nationales sont indisponibles. Pour l'alerte précoce, le développement de l'intelligence artificielle a ouvert un nouveau champ des possibles. Le projet SAFERS, financé par l'UE, a mis

au point une plateforme intégrée comprenant un système d'aide à la décision pour lutter contre les feux de forêt. La masse de données satellitaires, combinée à des informations issues des réseaux sociaux ou du chatbot développé par SAFERS, est ensuite analysée par IA. Testé dans 4 pays européens, où les incendies sont les plus dévastateurs, l'outil a fourni des informations exploitables aux décideurs, leur permettant de prendre des décisions plus éclairées. La Direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises (DGSCGC) teste, quant à elle, plusieurs outils intégrant de l'IA pour surmonter des défis techniques comme la détection des départs de feux annexes qui ne seraient pas identifiables à cause de la fumée dégagée par le feu initial. Certains d'entre eux sont déjà intégrés dans plusieurs départements.

PASSAGE À L'ACTION

Outre les outils technologiques, plusieurs pistes sont proposées notamment par le Sénat, qui, en juin dernier, a publié une proposition de résolution qui émet quelques recommandations pour progresser dans la coopération européenne en matière de protection civile, en renforçant notamment l'harmonisation des formations des acteurs de la sécurité civile et en confortant les expertises et les matériels mis à disposition des États membres par l'UE en cas de crise majeure. En d'autres termes, créer un « *Erasmus de la protection civile* ». « *La résilience de la population sera un élément clé de l'adaptation aux crises. Nous avons des progrès à faire et nous pourrions nous appuyer sur la culture de la résilience des pays d'Europe du Nord* » souligne le Préfet Julien Marion, directeur de la DGSCGC. En France, l'organisation de la sécurité civile a également vocation à être adaptée, le système étant sous tension. D'où l'organisation du Beauvau de la sécurité civile dont les travaux ont repris et qui devrait aboutir à une loi pour 2025. Il y a quelques jours, Sauli Niinistö rendait son rapport « *Plus sûrs ensemble : renforcer la préparation et l'état de préparation civils et militaires de l'Europe* » dans lequel il préconise l'adoption de 80 mesures. Parmi elles : permettre l'interopérabilité du système de communication critique de l'UE avec les systèmes utilisés dans le domaine de la défense, le développement d'une culture de l'exercice complet ou encore la mise en place d'un « pôle » opérationnel central de crise au sein de la Commission afin de faciliter la coordination intersectorielle et l'appréciation de la situation lors d'une crise. Mais, pour réussir, les investissements devront suivre. Or, « *bientôt, nous pourrions ne plus être en mesure d'aider là où c'est nécessaire [...] les ressources atteignent leurs limites* » prévient le commissaire Lenarčič qui conclut : « *les investissements dans la préparation et la prévention sauvent des vies, protègent les communautés et épargnent les budgets* ». ⁵ Et pour cause, chaque euro investi dans la prévention permet d'économiser 5 à 10 euros dans la réponse aux événements. ⁶

1. <https://www.eea.europa.eu/fr/publications/evaluation-europeenne-des-risques-climatiques-synthese>, p.10

2. <https://www.eea.europa.eu/fr/highlights/l-europe-n-est-pas>

3. Communiqué de presse du 1er octobre 2024, L'UE se mobilise pour lutter contre les incendies en Grèce

4. https://france.representation.ec.europa.eu/informations/lue-fournit-600-millions-deuros-pour-renforcer-la-flotte-de-lutte-contre-les-incendies-de-resceu-2024-03-25_fr

5. <https://www.euractiv.fr/section/energie-climat/news/a-court-dargent-lue-appelle-a-une-meilleure-prevention-des-catastrophes-climatiques/>

6. Ibid

Menace terroriste : L'EUROPE EN ÉTAT D'ALERTE

« Nous faisons face à un djihadisme mutant en Europe » alerte Bartjan Wegter, coordinateur européen à la lutte contre le terrorisme en Europe. Avec une menace iranienne prégnante et plus d'un an de conflit au Proche-Orient, le terrorisme évolue et s'imprègne des nouvelles technologies pour renforcer son pouvoir. Face à ce phénomène, l'Union européenne renforce la coopération entre ses États membres mais aussi hors de ses frontières pour tenter de lutter, à la racine, contre ce fléau.

PAR CAMILLE LÉVEILLÉ

En 2022, les services de renseignement européens ont arrêté 191 personnes pour des faits de terrorisme djihadiste, dont 93 en France, l'un des pays le plus visé.

UN RISQUE TOUJOURS PRÉGNANT

« Le djihadisme, tel que nous le connaissons il y a 9-10 ans, a su évoluer, notamment après la fin du Califat en Irak et en Syrie. Il s'est muté, avec le renforcement de la présence de 'Daech dans la province du Khorasan', dont les djihadistes sont aujourd'hui actifs au-delà de leurs frontières et ont pleinement recours à l'Internet pour diffuser leur propagande et ainsi influencer partout à travers le monde » souligne Bartjan Wegter, coordinateur européen à la lutte contre le terrorisme. Le rapport du Conseil de sécurité nucléaire espagnol confirme que la première menace pour la sécurité sur le Vieux continent relève de Daech et Al-Qaïda. Entre 2019 et 2023, les forces de sécurité espagnoles ont ainsi mené plus de 110 opérations liées à des activités terroristes et 95% d'entre elles étaient liées au djihadisme.¹ En 2022, les services de renseignement européens ont arrêté 191 personnes pour des faits de terrorisme djihadiste, dont 93 en France, l'un des pays le plus visé.² Les conflits au Proche-Orient ravivent les menaces d'attentats sur le sol européen. La publication en août dernier de directives de la part d'al-Nab'a, hebdomadaire pro-Daech, sur l'Europe détaille : « Le mode d'action le plus efficace est de mener des attaques djihadistes « en loup solitaire » contre les juifs et les chrétiens (« croisés »), en particulier pour soutenir les musulmans qui ne sont pas en mesure de mener le djihad en « Palestine » ». ³ Quelques jours plus tard, c'est au tour de la Fondation Hadm Al-Aswar, pro-Daech, de réitérer ses menaces, exhortant les jeunes musulmans à perpétrer des attaques « pour l'amour d'Allah, dans le cadre du djihad, en combattant et en terrorisant les chrétiens et les juifs, et dans le but d'épuiser les institutions gouvernementales et les agences de sé-



curité, en particulier en Europe et aux États-Unis ». ⁴ Le 12 octobre dernier, un Afghan de 22 ans a été placé en détention provisoire, soupçonné d'avoir « fomenté » un « projet d'action violente visant des personnes dans un stade de football ou un centre commercial ». Plusieurs éléments démontrent, selon le Parquet national anti-terroriste « son adhésion à l'idéologie de l'État islamique ». ⁵

L'IA : UN GAME CHANGER

Alors que d'importants efforts ont été réalisés notamment grâce à une législation de plus en plus contraignante obligeant les réseaux sociaux à supprimer les contenus à caractère terroriste le plus rapidement possible, les terroristes s'adaptent. Désormais, c'est l'utilisation de l'IA par les groupes terroristes qui inquiète. « L'introduction de l'IA générative dans la propagande peut créer une fausse réalité, permettant aux acteurs de la menace de semer le chaos et le désordre par le biais de la désinformation » explique Clarisa Nelu, analyste à l'International Centre for Counter-Terrorism. ⁶ Des lignes directrices sur la manière d'utiliser l'IA à des fins de propagande ou de désinformation



ont été publiées par certains groupes terroristes. La diffusion d'une vidéo de 92 secondes quelques jours après l'attaque dans la banlieue de Moscou qui a coûté la vie à 139 personnes a également fait réagir. Un homme en treillis présente un bulletin d'information comme s'il était à la télévision où le logo de Daech est stylisé, le rendant plus "télévisuel". Le tout généré par IA. Entre mars et juin 2024, des bulletins similaires « sur les opérations de l'État islamique dans le monde » ont été publiés de façon « quasi hebdomadaire ».7 L'IA est également utilisée pour des recrutements via des chatbots qui interagissent avec des potentielles recrues, récupèrent des informations personnalisées qui seront ensuite utilisées par les recruteurs pour orienter leur discours. Le combat contre la propagation du terrorisme en ligne est l'une des priorités du coordinateur de la lutte contre le terrorisme de l'Union européenne : « Nous devons nous assurer que nous protégeons nos citoyens des contenus terroristes mais aussi des contenus non terroristes, mais qui peuvent être nocifs, en termes d'incitation à la haine, à la radicalisation, et finalement, conduire à la violence ».

L'UE CONTRE-ATTAQUE

« Le terrorisme est un phénomène transfrontalier qui nécessite une réponse transfrontalière. » rappelle Bartjan Wegter. Pour ce faire, la coopération est indispensable. En juin dernier, Europol a saisi 4 serveurs en Roumanie, Ukraine et Islande et a obtenu la fermeture de 13 sites diffusant de la propagande terroriste. Une opération rendue possible grâce à la plateforme PERCI, gérée par l'EU Internet Referral Unit, qui fournit un système unique reliant tous les États membres de l'UE aux fournisseurs de services d'hébergement. Mais la coopération doit s'accroître. « Nous devons continuer de réunir les États membres pour qu'ils échangent des informations et partagent leur expérience dans la lutte contre le terrorisme, il s'agit d'un défi de taille. »

souligne Bartjan Wegter et d'ajouter : « Par exemple, sur le Sahel, la France a une expérience considérable dans cette lutte sur laquelle nous devrions nous appuyer. De manière générale, je souhaite également mobiliser

Il est dans notre intérêt de travailler avec les pays tiers des régions d'origine des auteurs pour leur donner les moyens de faire face à la menace.

l'expertise des États membres par rapport à l'ensemble des régions. » Le Comité du Conseil de l'Europe de lutte contre le terrorisme (CDCT) doit à présent négocier une définition juridique paneuropéenne révisée pour s'adapter aux nouvelles menaces d'ici à décembre 2025 ou encore fournir des orientations sur l'utilisation des preuves électroniques et des informations provenant de sources ouvertes dans les procédures pénales pour infractions terroristes à horizon 2026. Dans le même temps, l'UE intensifie sa lutte contre le financement du terrorisme. Le 18 janvier dernier, le Parlement et les États membres ont publié un nouveau train de mesures relatives au blanchiment des capitaux notamment de la part des groupes terroristes. De nouvelles règles de transparence ont été imposées aux acteurs du secteur financier, elles interdiront notamment les transactions en liquide de plus de 10 000 euros dans l'UE. Une autorité européenne à la lutte contre le blanchiment des capitaux verra le jour dès la mi-2025. Depuis la mise en place du DSA, la coopération est également public-privé, les plateformes devant supprimer en moins d'une heure les contenus signalés par les États membres. « Nous avons une législation européenne qui nous permet de réguler Internet, comme le règlement sur le retrait de contenus terroristes en ligne ou celui sur les services numériques. Cela n'est pas suffisant par rapport à ces contenus nocifs car nous nous appuyons sur la coopération volontaire des fournisseurs » soutient Bartjan Wegter.

L'INDISPENSABLE COOPÉRATION AVEC LES ÉTATS TIERS

« Il est dans notre intérêt de travailler avec les pays tiers des régions d'origine des auteurs et qui sont également la cible des terroristes, pour leur donner les moyens de faire face à la menace » affirme Bartjan Wegter. Deux zones d'intérêt majeures sont identifiées pour l'Union européenne : l'Asie centrale et le Sahel. « L'Asie centrale a une très bonne compréhension de certaines des organisations, dont Daech au Khorassan, qui projettent la menace vers l'Europe. Certains de leurs ressortissants se retrouvent en Europe, par le biais de flux migratoires ou d'immigration clandestine, et imaginent des attentats sur le sol européen. Nous devons donc mieux comprendre le phénomène. De notre côté, nous leur apportons une expertise sur la protection des frontières et nous nous assurons qu'ils disposent des capacités nécessaires pour affronter la menace. La relation est mutuellement bénéfique » note Bartjan Wegter, et de conclure : « Nous apportons le même type de soutien aux États du Sahel, et nous cherchons désormais à davantage aider les États côtiers d'Afrique de l'Ouest pour faire face à l'expansion de la menace ». Le président du Conseil européen, Charles Michel a d'ailleurs annoncé une aide de 47 millions d'euros pour accentuer la lutte contre le terrorisme au Bénin.

1. <https://www.euractiv.fr/section/defense/news/lue-sous-la-menace-du-terrorisme-selon-un-rapport-espagnol-sur-la-securite/>
2. <https://www.europol.europa.eu/publications-events/main-reports/tesat-report>
3. <https://www.terrorism-info.org.il/en/isis-calls-for-jihad-in-europe-to-avenge-muslim-deaths-in-the-gaza-strip/>
4. <https://www.memri.org/jtm/pro-islamic-state-isis-media-outlet-urges-muslims-perpetrate-lone-wolf-attacks-against>
5. https://www.francetvinfo.fr/faits-divers/terrorisme/soupcons-de-projet-d-action-violente-un-homme-presente-a-un-juge-antiterroriste-en-vue-d-une-mise-en-examen_6833918.html
6. <https://www.icct.nl/publication/exploitation-generative-ai-terrorist-groups>
7. <https://www.washingtonpost.com/technology/2024/05/17/ai-isis-propaganda/>

POWERING SOVEREIGNTY

European leader in tactical propulsion systems



Follow us on



LINKEDIN



WEB



Roxel
Propulsion systems

Stratégie numérique européenne : DÉFIER LES GÉANTS D'ICI 2029

Pour tenter d'être le plus compétitif possible sur les sujets du numérique – et notamment sur l'intelligence artificielle – l'Union européenne a beaucoup à faire. Si les annonces d'Ursula von der Leyen pour la prochaine Commission se veulent ambitieuses, elles manquent parfois de précision, et de moyens financiers pour les réaliser.

PAR LOLA BRETON



© Bolivia Inteligente/Unsplash

« **A** lors que le monde entre dans une révolution de l'intelligence artificielle, l'Europe ne peut pas se permettre de rester coincée dans les technologies et les industries du siècle dernier. Nous devons laisser sortir notre potentiel d'innovation. C'est indispensable pour devenir leader sur les nouvelles technologies, mais aussi pour intégrer l'intelligence artificielle dans nos industries existantes pour qu'elles restent majeures ». Dans son rapport sur la compétitivité de l'Europe, rendu public le 9 septembre dernier, Mario Draghi ne passe pas par quatre chemins. L'Union européenne se doit de mettre les bouchées doubles si elle veut se faire une place de choix dans le paysage numérique mondial. Un avis qu'Ursula von der Leyen a précieusement noté dans ses orientations politiques générales pour son nouveau mandat et le quinquennat à venir.

SUPERCALCUL, IA : DES PROJETS SUR LE POINT D'ÊTRE LANCÉS À GRANDE ÉCHELLE

La Commission européenne et les parlementaires n'ont pas chômé durant le mandat précédent. Les règlements sur l'intelligence artificielle, sur la gouvernance des données et sur les données, ont été votés, adoptés et entreront en application dans les prochains mois ou années. C'est justement sur cette mise en application que

Les géants technologiques doivent assumer la responsabilité que leur confère leur énorme puissance systémique dans notre société et dans notre économie.

la nouvelle Commission devra particulièrement se pencher. « Les géants technologiques doivent assumer la responsabilité que leur confère leur énorme puissance systémique dans notre société et dans notre économie. Nous avons commencé à contrôler activement l'application du règlement sur les services numériques et du règlement sur les marchés numériques. Nous allons renforcer et intensifier ce contrôle au cours du prochain mandat », met en garde la présidente, autant à l'attention des entreprises européennes que de toutes les sociétés étrangères susceptibles de vouloir s'insérer dans le marché européen. « Au cours des 100 premiers jours, nous garantirons l'accès à de nouvelles capacités de supercalcul adaptées au

secteur de l'IA et à ses start-up au moyen d'une initiative sur les fabriques d'IA », a précisé Ursula von der Leyen. Cette annonce s'inscrit dans une dynamique déjà entamée ces dernières années, d'impliquer davantage les petites entreprises dans la création et l'exploitation des outils afin de gagner en compétitivité sur tous les plans. Le supercalculateur Jupiter, en cours de construction dans le cadre de l'entreprise commune européenne pour le calcul de haute performance (EuroHPC) en sera une pierre angulaire puisqu'il devrait être accessible par les utilisateurs généraux début 2025. Les conditions d'accès à Jupiter sont, en revanche, encore très floues.

APRÈS LA RÉGULATION, UN APPEL À L'ACTION ET À L'INNOVATION

Sur l'IA, le dernier bout de chemin législatif n'est pas non plus terminé. « La signature de l'AI Act était une première étape. Des actes délégués et des actes d'implémentation, qui sont estimés aux alentours de 80, doivent encore être adoptés par la Commission dans des domaines précis pour définir le champ d'application du règlement », souligne Evelyn Paris, consultante sur les questions de politiques européennes chez Altermind et ex-responsable de taskforce à la représentation de la Commission européenne en France. Le règlement, qui entrera pleinement en application d'ici 2026 et privilégie une approche par le risque, doit donc encore être étayé pour être pris en main sans confusion par les acteurs de l'IA. « L'Europe a décidé de réguler avant d'innover ! Si la régulation est une bonne chose, car elle apporte un cadre et promeut le respect des valeurs fondamentales, notamment en matière de droits et libertés, elle entre en vigueur de manière fractionnée dans le temps. Elle nécessite encore des directives précises sur la mise en application, que l'on attend », précise Juliette Rouilloux-Sicre, Vice-présidente Legal & Contracts AI, data et cyber chez Thales. La spécialiste des questions juridiques craint de voir apparaître des « divergences dans les pays européens » par manque de clarté et en attente de la mise en application obligatoire des préceptes du règlement sur l'IA. Pour Evelyn Paris, la définition d'un cadre réglementaire stable est indispensable, mais cela ne suffira pas. « Il faut faire de ses politiques numériques une vraie arme de politique étrangère », estime l'experte des politiques numériques européennes. Pour cela, il faut « stimuler l'innovation, garder les talents européens et investir massivement ». Pour ce qui est de l'innovation, Ursula von der Leyen compte en partie sur la création d'un Conseil européen de la recherche sur l'IA, confiée à Ekaterina Zaharieva, proposée pour être commissaire aux Start-up, à la Recherche et à l'Innovation. Un travail qui se vaudra évidemment commun avec celui de Henna Virkkunen, proposée comme commissaire à la Souveraineté technologique, à la sécurité et à la démocratie, et vice-présidente de la Commission.

PENSER ET CONSTRUIRE DES TECHNOLOGIES SOUVERAINES EN EUROPE

Sur la question financière, les orientations générales n'annoncent rien de nouveau. Pourtant, le rapport Draghi alerte sur la gravité des sous-investissements maladroits : « Les entr-



© Markus Spiske/Unsplash

prises du numérique innovantes ne parviennent pas à grandir en Europe et à attirer des capitaux, ce qui se reflète plus tard dans le financement des sociétés dans l'UE contre celui fait outre-Atlantique. » Si personne ne s'essaie à avancer des chiffres précis pour combler les besoins européens en termes d'investissements dans le numérique, tout le monde s'accorde à dire qu'ils doivent être « massifs ». « Les investissements publics entraîneront des investissements privés. Ils sont nécessaires pour que des champions européens émergent », souligne Evelyn Paris.

Pour Juliette Rouilloux-Sicre, le prochain point essentiel à ajouter dans cette orientation de la politique numérique est celui de la souveraineté. « La Commission pourrait imposer une préférence européenne. Dans le contexte international actuel et alors que les cyberattaques se multiplient, l'enjeu de souveraineté est crucial, tant en matière d'intelligence artificielle que de Cloud, par exemple », estime l'experte chez Thales. Cette notion apparaît pourtant en filigrane de la stratégie européenne sur les données, voulue par Ursula von der Leyen. « Elle s'appuiera sur les règles existantes en matière de données afin de garantir un cadre juridique simplifié, clair et cohérent permettant aux entreprises et aux administrations de partager des données de manière fluide et à grande échelle, tout en respectant des normes élevées en ce qui concerne la protection de la vie privée et la sécurité », lit-on dans les orientations politiques déposées à l'été. Si plusieurs règlements existent déjà sur le sujet et entreront en application dans les prochains mois, « il faut aller plus loin dans la consolidation d'un espace commun européen et créer de la valeur à partir des données dans toutes les circonstances », explique Evelyn Paris. Comme sur l'IA, un travail de précision doit cependant être mené afin de clarifier les lignes d'intersection entre le « Règlement Général sur la Protection des Données » (RGPD) et celui sur les données, qui semblent parfois créer des confusions au sein des entreprises concernées. Aucune de toutes ces initiatives ne pourra cependant être mise en place sans le concours d'ingénieurs européens qualifiés. Depuis de très nombreuses années, les entreprises européennes alertent sur le manque criant de ressources humaines. Souvent, les plus jeunes partent travailler là où le salaire mais aussi les budgets sont plus impressionnants, après avoir été très bien formés en France. Il faudrait remettre les sciences au goût du jour pour attirer les étudiants vers ces filières d'avenir, y compris les jeunes femmes. Une notion de féminisation indiquée dans la profession de foi de la présidente Von der Leyen, mais qui ne règlera pas tous les problèmes. Chez Thales, on insiste : « L'éducation à l'IA et aux sciences est fondamentale, mais il faut dans le même temps mettre en place des systèmes de financement pour faire rêver nos ingénieurs sur des projets bénéficiant des budgets de R&D plus importants ! »

La filière sécurité et défense À LA POINTE DE L'INNOVATION

Toujours mieux détecter, identifier et contrer les menaces, réagir plus vite, de façon coordonnée tout en assurant la protection des opérateurs, les innovations en matière de sécurité et de défense tentent de répondre à des crises protéiformes, des menaces qui se durcissent tout en protégeant les forces armées, de sécurité, les primo-intervenants comme les citoyens. Tour d'horizon des dernières pépites.

PAR AMÉLIE RIVES



HELMA-P : UN LASER POUR LA LUTTE ANTI-DRONE

Dès 2020, l'Agence d'innovation de défense notait « l'avènement de la menace drone pour du renseignement ou de l'attaque par explosifs. »¹ Une menace difficile à adresser en raison de la multiplication des engins à bas coûts et de leur autonomie croissante qui rend le brouillage moins efficace. La solution : un système de défense mobile pour un engagement rapide. C'est l'objet du dispositif « Laser haute énergie à applications multiples – puissance » (HELMA-P) de la société Cilas : « un système d'arme polyvalent, permettant la destruction de drone par laser de puissance, pouvant évoluer, à terme, jusqu'à la neutralisation de roquette, artillerie et mortier. »² Un dispositif dit « à énergie dirigée » conçu pour détecter et suivre avec précision et autonomie des cibles en mouvement, et neutraliser des drones et micro-drones jusqu'à 25 kg à une distance de 1 km (en quelques secondes). Et ce grâce à un puissant rayon laser invisible projeté à 180°, capable de brûler les engins volants et d'altérer

Le nombre de drones, civils comme militaires, ne cesse de croître, et avec eux les besoins de gestion de flottes lors d'opérations complexes.

leur enveloppe structurelle, ou d'éblouir les instruments d'observation. Autre avantage de ces dispositifs, leur coût : quelques euros seulement pour un tir de laser, plusieurs dizaines de milliers d'euros pour un tir missile de défense anti-aérienne...

Après avoir été éprouvée lors d'essais au sol, la capacité du Helma-P à traquer et détruire en vol des drones hostiles a aussi été établie en mer sur la frégate de défense aérienne (FDA) Forbin, en juin 2023. Une opération concluante qui a ouvert la voie au développement du prototype qui pourrait à terme, être intégré aux bâtiments de la Marine. Le ministère des Armées a également passé commande d'un système Helma-P, déployé lors des Jeux Olympiques de Paris en 2024 dans le cadre de la protection aérienne.



GESTADRONE : UNE PLATEFORME POUR GÉRER LES ESSAIS DE DRONES

Le nombre de drones, civils comme militaires, ne cesse de croître, et avec eux les besoins de gestion de flottes lors d'opérations complexes : surveillance et maintenance d'infrastructures industrielles, mais aussi missions militaires ou de sécurité civile pour des usages aussi divers que le contrôle de l'élagage, la détection incendie ou l'aide à la surveillance pour la police des frontières... Pour accompagner les exploitants de flottes de 10 engins ou plus, GeoFencing développe, une plateforme de gestion des essais de drones. Elle permet de superviser, depuis un centre de contrôle, une flotte entière de drones exécutant des missions indépendantes ou volant en essaim. Un système embarqué co-développé avec le CNRS et le Centre Italien de Recherche Aérospatiale « permet d'avoir une communication à très haut débit et de rapatrier des flux vidéo de très haute définition vers le centre de contrôle. L'avantage est de faire tourner les algorithmes d'IA de pilotage au sol, ce qui est beaucoup plus efficace », explique son président Samuel Brau.³ Une station-sol permet, elle, de suivre l'évolution des drones, de reprendre la main sur un vol de drone automatique ou de le piloter à distance. « L'entreprise travaille avec la sécurité civile sur un système de prévention des feux de forêts : des caméras fixées sur un château d'eau capables de détecter des fumées sur une zone de 350 km² et d'en déterminer une position GPS, pour ensuite configurer une trajectoire de drone qui réalise une levée de doute, et peut, le cas échéant missionner d'autres drones pour aller traiter l'incendie. » L'entreprise propose aussi une plateforme visant à faciliter la préparation des missions, la gestion administrative et l'exploitation de drones grâce à différents modules : documentation réglementaire, suivi des compétences des télépilotes, maintenance des équipements, réservation des ressources et obtention des autorisations de vol.

FORMER À LA MÉDECINE DE COMBAT PAR LA SIMULATION 3D IMMERSIVE

« Avec l'augmentation des conflits de haute intensité et le risque croissant d'attentats, un besoin d'innovation pédagogique est apparu, celui de sensibiliser et de former rapidement les soignants militaires à la gestion d'un afflux démultiplié de blessés

Depuis septembre 2024, SIM-TRIAGE est intégré au programme des formations de sauvetage au combat des professionnels de santé et plusieurs entités comme les pompiers de Paris envisagent de s'en doter.

sés aux blessures graves dans diverses situations de guerre via des dispositifs numériques novateurs »⁵ rappelle la médecin en chef Marie-Hélène Ferrer, de l'Institut de Recherche Biomédicale des Armées (IRBA). C'est à cet enjeu que répond SIM-TRIAGE, un outil virtuel de formation à la catégorisation des blessés en zone de combat sous forme de serious game. À l'attention des médecins, infirmiers et auxiliaires sanitaires du Service de Santé des Armées, il modélise le déroulement du triage médical militaire pour leur apprendre à repérer et à catégoriser les blessés et à effectuer les premières interventions médicales dans un temps contraint et sous la pression. Des scénarios de 20 minutes où le nombre de blessés, le nombre et le type de blessures et plus tard le créneau horaire, les conditions météorologiques ou encore la nature du terrain, varient pour créer des environnements complexes qui les mettent à l'épreuve. Il s'agit de les exposer « à de multiples situations pour augmenter leur résilience face aux situations d'exception afin de limiter le risque d'apparition ultérieure d'un stress post-traumatique. »⁶ précise la médecin en chef. Ces environnements sont créés avec des logiciels comme Meta Human et Unreal Engine qui permettent de reconstituer des univers ultraréalistes. L'activation de la sensibilité sensorielle par l'utilisation de vibrations plutôt que l'affichage d'informations pour symboliser la prise de la fréquence respiratoire ou de pouls répond aussi à ce besoin de réalisme. Depuis septembre 2024, SIM-TRIAGE est intégré au programme des formations de sauvetage au combat des professionnels de santé et plusieurs entités comme les pompiers de Paris envisagent de s'en doter. Il a reçu le prix de l'Audace, organisé par l'Agence de l'innovation de défense et la Fondation Maréchal Leclerc de Hautecloque en octobre 2024.

En 2022, la ville de Cannes a été sélectionnée pour accueillir la première phase d'expérimentation du dispositif PUMA-X.

VIRTUOSE : UN MONOCULAIRE MULTIFONCTIONS POUR L'OBSERVATION ET LA RECONNAISSANCE

Pour répondre aux besoins d'observation et reconnaissance des missions de surveillance, de renseignement, de tir de précision, ou encore de recherche et de sauvetage des forces mais aussi de surveillance industrielle, Elynxo développe depuis 2020 ses jumelles VIRTUOSE. Un monoculaire multifonction qui intègre et combine dans un seul équipement une vision directe optique de qualité, une vision thermique de dernière génération, un télémètre laser et un système GPS pour la géolocalisation. Conçu pour faciliter la collecte et le partage de données sur les théâtres d'opération, il dispose d'une connectivité sans fil qui permet la diffusion vidéo instantanée et facilite le combat collaboratif. Soucieux de maîtriser l'ensemble du cycle de vie de ses produits, l'expert français de l'optronique maîtrise l'entièreté de sa chaîne : « *Toutes les pièces mécaniques sont fabriquées chez nous. Il n'y a pas beaucoup de produits à ce niveau-là. On a même revu notre conception électronique en 2023 pour trouver des sources et composants français, provenant notamment de STMicroelectronics.* »⁷ expose son directeur général Jean Soleille. Elynxo conçoit et assemble des équipements intégrant de l'optique, de la mécanique, de l'électronique et du logiciel à destination des acteurs de sécurité et de la défense, fournissant une quinzaine d'armées dont la France, mais également depuis 2015 l'industrie et le secteur civil. En août 2024, l'entreprise a été sélectionnée pour exposer VIRTUOSE à la Grande Exposition du Fabriqué en France les 26 et 27 octobre à l'Élysée.

PUMA X : UNE PLATEFORME DE GESTION DE CRISE INTÉGRÉE, MODULABLE ET INTEROPÉRABLE

Face à la multiplication des crises sécuritaires, industrielles ou climatiques qui placent les moyens et capacités de gestion de crise sous pression, les collectivités locales, les entreprises et les acteurs de la sécurité doivent pouvoir disposer d'outils et de services multirisques adaptés à ces nouveaux enjeux. Or, les solutions actuelles ne permettent pas de répondre de manière intégrée aux besoins de prévision, alerte, surveillance, etc. Pour y remédier, 7 acteurs indus-

triels et académiques (CII TELECOM, JANUA, PRYSM, IGO, J&P GEO, Predict Services et l'Université Côte d'Azur - IMREDD) se sont rassemblés pour développer PUMA-X, une plateforme de gestion de crise intégrée et modulable à l'attention des collectivités, grands comptes et acteurs de la sécurité. Interopérable, elle peut s'interfacer avec les solutions déjà déployées par chacun. Elle vise ainsi à fournir une représentation globale de la situation et de son évolution en temps réel pour faciliter l'optimisation des ressources techniques ou humaines et la réduction des risques. Elle repose sur 6 piliers : l'hypervision pour intégrer les données hétérogènes ; un plan communal de sauvegarde dynamique combinée à la cartographie 3D ; un système d'information géographique 3D interopérable qui permet de créer des jumeaux numériques du territoire concerné ; le partage dans le cloud de la solution globale ; le ciblage des alertes envoyées à la population et le traitement des données structurées ou non-structurées en temps réel pour faciliter la prise de décision. En 2022, la ville de Cannes a été sélectionnée pour accueillir la première phase d'expérimentation du dispositif. PUMA-X est co-labellisé par les pôles Safe Cluster et Aqua Valley.

Conçu pour faciliter la collecte et le partage de données sur les théâtres d'opération, VIRTUOSE dispose d'une connectivité sans fil qui permet la diffusion vidéo instantanée et facilite le combat collaboratif.

1. HELMA-P : un système laser pour la lutte anti-drone | Ministère des Armées et des Anciens combattants (defense.gouv.fr)

2. Ibid

3. Drone Geofencing lève 1,4 million d'euros pour booster son gestionnaire de flottes de drones (latribune.fr)

4. Ibid

5. 14 juillet 2024 : SIM-TRIAGE, la formation à la médecine du combat en simulation 3D immersive | Ministère des Armées et des Anciens combattants (defense.gouv.fr)

6. Ibid

7. Elynxo, un expert français de l'optronique - La French Fab

Climat, paix, sécurité : ÊTRE À LA HAUTEUR DES ENJEUX !

Insécurité alimentaire, migrations climatiques, instabilité politique... Le changement climatique frappe de plein fouet des États déjà vulnérables. Il n'est plus possible de « *penser les défis de sécurité indépendamment de la crise climatique* »¹ déclarait Annalena Baerbock, ministre fédérale allemande des Affaires étrangères lors de la 6^e édition de la *Climate Security Conference* en octobre dernier. Alors que la COP29 a débuté, la question du financement sera au cœur des débats et des manœuvres géopolitiques. Reste que les acteurs publics et privés s'engagent pour la création d'un monde plus durable et, par extension, plus propice à la paix.

PAR DIANE CASSAIN



LE CHANGEMENT CLIMATIQUE : FACTEUR D'INSÉCURITÉ

« *Les ventres vides nourrissent les troubles* »² clame Antonio Guterres, secrétaire général des Nations-Unies. Les conséquences du réchauffement climatique sur la paix et la sécurité internationales ne sont plus à prouver. Une compétition pour des ressources de plus en plus limitées est à l'œuvre avec 174 millions de personnes en insécurité alimentaire aiguë du fait du climat et des conflits. A noter que 70 % des pays les plus vulnérables au changement climatique sont également les plus fragiles économiquement et politiquement.³ Les conséquences ne s'arrêtent pas là. Les déplacements de population créent de plus en plus de migrants climatiques, fragilisant les équilibres d'autres pays, souvent déjà instables. Le Haut Comité aux Réfugiés (HCR) a ainsi identifié 22 États pour lesquels les statistiques démontrent que l'impact de la crise climatique sur les personnes déracinées s'aggravera de manière significative

d'ici 2030. Des pays d'ores et déjà fragiles parmi lesquels : l'Éthiopie, l'Équateur, le Kenya, le Pakistan, la Somalie, le Soudan du Sud, ou encore le Yémen.⁴ Un continent sera particulièrement affecté : l'Afrique. L'Union africaine, qui mesure la gravité de la situation et les nombreux défis qui attendent la région dans les prochaines années, a publié un rapport qui vise à établir une approche commune de l'évaluation des risques climatiques pour le continent. Une première. L'élaboration d'une position unifiée est toutefois encore en négociation.

UN CERCLE VICIEUX DICTÉ PAR LA GÉOPOLITIQUE

S'il apparaît urgent de réagir et de proposer une action unifiée de la gestion des risques et des crises dans le monde, certains font blocage. Sans surprise, en décembre 2021, la Russie avait exercé son droit de veto contre un projet de résolution grâce auquel le Conseil de Sécurité de l'ONU aurait privilégié des « *stratégies globales* » sur ces questions. Pour Moscou, aucun lien n'est établi entre les défis climatiques et socio-économiques et le mandat du Conseil de sécurité de l'ONU. Une position réitérée en 2024 lors d'un débat ministériel. Le représentant chinois

quant à lui, plaide pour le renforcement de l'aide humanitaire en demandant aux pays "industrialisés" d'augmenter leur aide alimentaire et financière aux pays en développement... s'en dédouanant par la même occasion, la Chine se considérant elle-même comme un pays en développement. Difficile donc pour l'heure d'avancer concrètement sur le sujet au niveau onusien.

« *Accablés par la crise du coût de la vie et des niveaux d'endettement insoutenables, de nombreux pays en développement ne peuvent tout simplement pas investir dans l'action climatique, des systèmes alimentaires résilients ou d'autres priorités de développement durable* »⁵ prévient Antonio Guterres. Les besoins financiers d'adaptation au changement climatique sont au moins 10 fois supérieurs aux ressources actuelles. Sujet au cœur de la COP29, ces pays – à l'exception de la Chine – ont besoin de 2,4 mille milliards de dollars par an⁶ pour bâtir une économie basée sur des énergies propres et s'adapter au changement climatique. Lors de la grande-messe annuelle sur le climat qui se tiendra cette année en Azerbaïdjan, les États devront s'accorder sur un nouvel objectif d'aide financière pour ces États déjà en difficulté économique et en première ligne des bouleversements climatiques. Là encore, le sujet est éminemment géopolitique : les États-Unis et l'Union européenne considèrent que la Chine et les pays pétroliers du Golfe sont désormais assez développés pour, eux aussi, contribuer à l'enveloppe ensuite redistribuée aux pays les plus fragiles. D'autant qu'ils font partie des plus gros émetteurs. Ces derniers ne sont absolument pas du même avis. Il faudra pour autant parvenir à se mettre d'accord puisqu'un nouveau cadre financier devra remplacer l'actuel – qui prévoit 100 milliards de dollars d'aide chaque année – dès 2025.

CRÉER UN ENVIRONNEMENT PROPICE À LA PAIX

Face à ce constat, il est impératif de travailler collectivement à la création d'un monde plus durable et plus sûr en aidant notamment les pays les plus vulnérables. La mise en place de fonds spécifiques comme celui de résilience du HCR permettront de financer l'action climatique directement et bénéficiera spécifiquement aux réfugiés, apatrides et personnes déplacées. Une première. Grâce à ces financements le HCR pourra également investir dans des projets favorisant la résilience et l'atténuation des risques dans les zones particulièrement affectées par les effets du changement climatique. Par ailleurs la création du *Climate Conflict Vulnerability Index*, un indice de risque climatique qui démontre l'ampleur des différents danger qui pèse sur les

Les besoins financiers d'adaptation au changement climatique sont au moins 10 fois supérieurs aux ressources actuelles.

États, est un outil essentiel participant à la prise de conscience de l'imbrication et des liens exacts entre conflit, climat, paix et sécurité. Et, même en temps de guerre, il est essentiel de préparer un post-conflit qui intègre ces enjeux. En amont de la COP 29, l'UNICEF et le ministère ukrainien de la Protection de l'environnement et des Ressources naturelles ont conclu un partenariat visant à protéger les droits environnementaux des enfants et assurer un redressement durable du pays après la guerre. Ce qui n'est vraisemblablement pas antinomique. Sans compter le rôle de l'industrie qui, grâce à ses innovations, tente de prévenir et d'anticiper la crise mais aussi d'en réduire les impacts. L'entreprise japonaise Synspecive développe ainsi, en partenariat avec une université, un projet permettant d'utiliser les satellites de l'entreprise pour analyser les changements à la surface de la Terre et réduire les risques de catastrophes. En Suisse, l'IA est utilisée pour évaluer les risques d'avalanche. Les drones, tels que celui de STREIT GROUP, jouent un rôle déterminant dans la recherche et le sauvetage aux personnes après une catastrophe climatique. Ses 82 000 lumens offrent un éclairage puissant, particulièrement utile dans les zones sinistrées. Airbus Defence and Space propose une chaîne médicale complète opérationnelle grâce à un ensemble de solutions de télé-expertise déployée notamment sur les théâtres de guerre et missions humanitaires. « *Tout en nous efforçant de minimiser notre impact négatif, nous nous efforçons également d'accroître notre empreinte positive, c'est-à-dire la façon dont nos technologies peuvent avoir un impact positif sur les personnes et l'environnement, et la façon dont elles peuvent contribuer à prévenir, protéger et restaurer en cas de crise aiguë* »⁷ conclut Johannes Müller, Head of Sustainability and Communications d'Airbus Defence and Space.

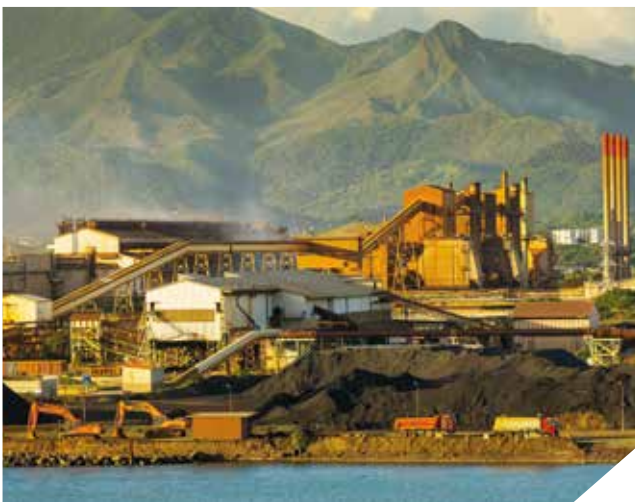


1. <https://www.tagesspiegel.de/politik/gefahrdet-die-weltweite-stabilitat-baerbock-sieht-klimakrise-als-grosste-herausforderung-fur-internationale-sicherheit-12499043.html>
2. <https://press.un.org/fr/2024/cs15589.doc.htm>
3. <https://unsdg.un.org/fr/latest/stories/qu%E2%80%99est-ce-que-la-s%C3%A9curit%C3%A9-climatique-et-pourquoi-est-elle-importante>
4. <https://reporting.unhcr.org/climate-resilience-fund-factsheet-french>
5. <https://press.un.org/fr/2024/cs15589.doc.htm>
6. <https://www.rfi.fr/fr/environnement/20240603-une-pr%C3%A9-cop-s-ouvre-en-alle-magne-avant-la-cop29-de-d%C3%A9-cembre-en-azerba%C3%AFdjan>
7. <https://www.impactforthefuture.eu/post/sustainability-and-defence-the-unlikely-allies>

La filière du nickel À L'ÉPREUVE DE LA CRISE CALÉDONIENNE

Considéré comme stratégique par l'Union européenne, le nickel fait partie des métaux couverts par le *Critical Raw Materials Act*, conçu pour sécuriser l'approvisionnement de l'Europe en matières premières. Une filière pourtant fragilisée en Nouvelle-Calédonie, où le contexte sécuritaire sur l'archipel et les tensions géopolitiques dans la région en font une source de rivalités politiques et économiques entre la France et la Chine.

PAR MATTHIEU ANQUEZ



UN MÉTAL STRATÉGIQUE, VOIRE CRITIQUE

Parmi les principales utilisations stratégiques du nickel figure la production d'alliages (dits « superalliages » ou alliages base nickel) indispensables à l'industrie aéronautique, ses propriétés réfractaires servant dans les parties chaudes des moteurs. Le nickel est aussi stratégique pour l'industrie de la construction navale, l'industrie pétrolière mais également dans toutes les activités liées à la transition énergétique. Il intervient notamment dans la fabrication de nombreuses batteries électriques utilisées par l'industrie automobile (jusqu'à 50 kg de nickel par véhicule). Certains superalliages base nickel ont même des applications dans l'industrie de défense terrestre, comme le PER3¹, PER5, PER706, PER718, PER75 ou PYRAD53NW, essentiellement dans les turbines à gaz.

LA DOMINATION INDONÉSISIENNE AUX CONSÉQUENCES DÉVASTATRICES

La filière est aujourd'hui dominée par l'Indonésie, qui assure la moitié de la production annuelle (1,8 million de tonnes), loin devant les Philippines (400 000 tonnes), la Nouvelle-Calédonie (230 000 tonnes avant la crise débutée en mai 2024) et la Russie (200 000 tonnes), selon les chiffres 2023 de l'USGS. L'archipel indonésien détient les plus grandes réserves mondiales avec 55 millions de tonnes, contre 7,1 pour la Nouvelle-Calédonie. Avec l'aide de la Chine, Jakarta a massivement investi dans l'augmentation de ses capacités d'extraction de minerais et de raffinage pour offrir au marché mondial du nickel-métal, lui permettant de monter en gamme dans la filière. Les autorités indonésiennes ont même interdit l'exportation de minerais, les acheteurs étant contraints de se fournir en métal, bien plus cher que le minerai. Résultat de cette domination de l'Indonésie sur le marché du nickel : les autres producteurs, incapables de faire face à cette concurrence, sont en danger. En Nouvelle-Calédonie, où la production de nickel est indispensable à l'économie, le secteur est au bord de la faillite alors qu'il représente près de 14 000 emplois directs et indirects. Compte tenu des coûts élevés de l'énergie et de la main d'œuvre dans le territoire français, il ne peut soutenir la concurrence indonésienne.

LE « MÉTAL DU DIABLE », AU CŒUR DE LA CRISE

En Nouvelle-Calédonie, la filière du nickel est représentée par trois principales entreprises : SLN (Société Le Nickel, majoritairement détenue par Eramet), Koniambo Nickel SAS (détenue par les autorités de la Province Nord et par



Le secteur du nickel en Nouvelle-Calédonie traverse donc une crise préoccupante, tant pour des raisons structurelles que conjoncturelles.

Glencore, anglo-suisse) et Prony Ressources New Caledonia (nombreux actionnaires, dont Trafigura, singapourienne). Fin août dernier, Koniambo Nickel SAS a été contrainte à la fermeture, supprimant 1 700 emplois. Le site de Thio de SNL a été lui mis en sommeil mi-octobre.

Si ces difficultés sont en partie liées à la crise structurelle due à la concurrence indonésienne, l'impact des émeutes ayant éclaté en mai 2024 ne doit pas être sous-estimé. Le « *métal du diable* », comme le surnomment les Néo-Calédoniens, est un sujet très sensible. Découvert sur l'île en 1864, quelques années seulement après que l'archipel est devenu colonie française, son histoire est liée à celle de la présence française. Source de profit pour la France, le nickel est de longue date un objet de tension entre Paris et les indépendantistes. Ainsi, les autorités de la Province Nord, dominées par les indépendantistes et co-proprétaires de Koniambo, ont-elles depuis longtemps commencé un bras de fer avec SNL autour des exportations : la Province Nord s'oppose à toute exportation de minerai de nickel au profit du seul métal raffiné, à l'inverse de SNL. La violence des émeutes n'a pas arrangé les choses. Face aux risques, les sites fonctionnent au ralenti, voire sont mis en sommeil comme celui de Thio. Les conséquences pour l'économie de la Nouvelle-Calédonie, déjà dans une situation extrêmement complexe, risquent d'aggraver les tensions. Les sociétés Glencore et Prony ont annoncé qu'elles cherchaient à diminuer leurs parts dans les entreprises néo-calédoniennes du secteur, tandis qu'Eramet a indiqué qu'elle refuserait dorénavant de soutenir financièrement SNL.

Le secteur du nickel en Nouvelle-Calédonie traverse donc une crise préoccupante, tant pour des raisons structurelles que conjoncturelles. Si les 13 000 emplois devaient être menacés (sur une population totale de 270 000 habitants), les conséquences sociales et donc politiques seront catastrophiques. Cela pourrait éveiller les appétits de nouveaux investisseurs qui pourraient reprendre un secteur sinistré à bas coût. Si les approvisionnements en nickel ne sont pas réellement menacés pour la France tant Eramet est très présente en Indonésie, la Nouvelle-Calédonie représente tout de même une réserve utile en cas de crise majeure. Sa perte pourrait donc provoquer des remous dommageables pour les industries françaises.

L'OMBRE DE LA CHINE

Dans ce contexte déjà tendu, la République populaire de Chine (RPC) pourrait s'intéresser de près à la filière du

nickel néo-calédonienne. Un rapport de l'*Australian Strategic Policy Institute* a récemment souligné le rôle possible de la Chine dans les émeutes et son action auprès du mouvement indépendantiste. Restons toutefois prudents et nuancés, les réseaux chinois apparaissant pour le moment plutôt peu influents localement. Cependant, on ne saurait exclure totalement l'hypothèse que Pékin s'intéresse à la Nouvelle-Calédonie, et ce pour plusieurs raisons. Les ressources en nickel permettraient de contribuer à alimenter les industries chinoises, notamment du secteur de l'automobile électrique dont la Chine est le premier producteur mondial. Par ailleurs, la stratégie d'influence active de Pékin dans l'océan Pacifique en serait bénéficiaire, surtout en jouant sur la fibre anti-néo-colonialiste de certaines populations de la région (qui pourraient même s'étendre à la Polynésie française). Enfin, les gains géostratégiques seraient indéniables si la Chine devait s'implanter de manière plus agressive, par exemple en proposant sa protection à une Nouvelle-Calédonie devenue indépendante. Il n'est pas certain que l'Australie voisine et les États-Unis apprécient... Toutefois, Pékin poursuit une politique de long terme dans le Pacifique, qui vise notamment à éliminer la présence occidentale de cette vaste région.

La France aurait-elle les moyens de s'y opposer ? Un rapport du Sénat datant de 2023 avait souligné le « *sous-équipement chronique des forces de souveraineté dans le Pacifique* », et singulièrement en Nouvelle-Calédonie : indisponibilité récurrente des moyens de surveillance navals, nécessité de modernisation des infrastructures (notamment de l'armée de l'Air)... Le ministère des Armées a certes annoncé un programme de renforcement des capacités militaires françaises, mais cela a soulevé l'indignation de certains Néo-Calédoniens qui fustigent la volonté de « *remilitarisation* », voire de « *sur-militarisation* » de l'archipel par les autorités françaises. Si nous sommes loin d'un débarquement amphibie chinois en Nouvelle-Calédonie, il existe toutefois d'autres moyens, plus insidieux, d'affaiblir la position française... comme le soutien en sous-main des indépendantistes.

Les Philippines, épice **mondial DE L'EXPLOITATION SEXUELLE DES ENFANTS EN LIGNE**



Les chiffres sont alarmants : selon WePROTECT Global Alliance, 80 % des signalements mondiaux d'abus sexuels sur enfants en ligne proviennent de l'Asie du Sud-Est. En 2020, ils ont augmenté de 260 % aux Philippines, selon le ministère de la Justice du pays. Si les cyber flics philippins, en coopération avec de nombreuses entités dans le monde, luttent sans relâche, ils font face à un phénomène qui les dépassent.

PAR MÉLANIE BÉNARD-CROZAT

DES CHIFFRES ALARMANTS EN AUGMENTATION

2020. 20 % des signalements mondiaux d'exploitation sexuelle des enfants sur Internet émanent des Philippines.¹ Le gouvernement y reçoit 1,2 million de signalements de cas d'exploitation sexuelle en ligne, selon le ministère de la Justice.

2021. 20 % des enfants aux Philippines étaient exposés à des contenus sexuels en ligne.²

100 000 enfants y sont victimes de trafics chaque année, dont une grande partie pour des abus sexuels en ligne.³

Des chiffres effrayants, alimentés par une criminalité internationale et des criminels européens, américains et australiens qui consomment de plus en plus de diffusion en direct d'abus sexuels, plus difficiles à détecter que les contenus statiques (photos, vidéos pré-enregistrées). Des maltraitances souvent orchestrées par des adultes proches des enfants, en échange de paiements

en cryptomonnaie via le dark web. « C'est émotionnellement épuisant. Nous voyons des choses que nous ne devrions jamais avoir à voir. Des enfants sont exploités par leurs propres familles. Une fois, nous avons découvert que c'était la grand-mère qui orchestrait tout, utilisant ses petits-enfants pour des diffusions en ligne. » témoigne un officier de la Philippine National Police (PNP) Anti-Cybercrime Group. Épicentre mondial de l'exploitation sexuelle des enfants en ligne,⁴ le pays connaît une accessibilité croissante à Internet sans que la population, notamment la frange la plus pauvre, ne soit suffisamment sensibilisée aux dangers du numérique. « C'était la mère elle-même qui organisait les sessions d'abus en ligne. L'enfant ne comprenait même pas ce qui lui arrivait. Quand nous avons interrogé la mère, elle a dit qu'elle n'avait pas le choix, qu'elle le faisait pour survivre. » témoigne une cyber-policier du National Bureau of



©ONU Info / Jessica Jiji Cheng Veniles, de l'ONU DC

Investigation (NBI) Cybercrime Division. Cheng Veniles, elle, travaille avec les forces de l'ordre, les procureurs et les magistrats dans le cadre d'initiatives de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONU DC). Elle a créé un petit réseau informel d'hommes et de femmes dévoués qui s'appuient les uns sur les autres pour traquer les abuseurs. « Des vidéos et des images d'enfants exploités sexuellement ou d'enfants victimes d'abus sexuels sont vendues en ligne pour 15 à 20 dollars. » témoigne-t-elle et d'ajouter : « Nous soutenons de notre mieux les personnes engagées dans cette lutte et leur fournissons un moyen - aussi informel que cela puisse paraître - de les aider à faire face à la torture mentale qu'elles endurent parce qu'elles sont exposées à ce contenu déchirant. Ces personnes sont elles-mêmes des mères et des pères et sont donc profondément affectées par ce qu'elles voient. »⁵

DES FACTEURS AGGRAVANTS

Taux de connectivité élevé, pauvreté, faiblesse des lois et de leur application, influence des réseaux sociaux, tabou culturel autour de la violence et des abus sexuels, les facteurs aggravants sont nombreux. « Ces enfants ne sont pas seulement des victimes d'abus physiques, mais aussi d'abus psychologiques. Ils ont besoin d'une longue réhabilitation. Chaque jour, nous essayons de sauver plus de vies, mais la pauvreté rend tout plus difficile. Tant que cette condition persistera, certains enfants resteront vulnérables. » ajoute la cyber-policie. Au cœur de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) plus largement, les incohérences et disparités législatives entravent la protection des enfants en ligne,⁶ sans compter le manque de ressources financières et techniques dont les forces font les frais.⁷

LES RÉPONSES GOUVERNEMENTALES EN CASCADE

Des lois (Cybercrime Prevention Act de 2012, Special Protection of Children Against Abuse, Exploitation and Discrimination Act, Anti-Child Pornography Act de 2009, modifié en 2012 ; des organismes spécialisés (Inter-Agency Council Against Trafficking, Inter-Agency Council Against Child Pornography) ; une collaboration avec les fournisseurs d'accès à Internet pour bloquer les sites hébergeant du contenu pédopornographique et signaler toute activité suspecte ; des partenariats internationaux avec Interpol, le FBI, le NCMEC, et des ONG comme l'UNICEF ou l'International Justice Mission (IJM) pour identifier, surveiller et démanteler les réseaux ; le gouvernement philippin intensifie ses efforts. Soutien juridique et

psychologique, centres de réhabilitation et services de soutien pour les enfants victimes, formations spécifiques pour les cyber-policiers, programmes de prévention et d'éducation comme CyberSafe avec l'UNICEF, collaborations avec Google, Meta, et Microsoft pour renforcer les protocoles de sécurité en ligne et faciliter la détection des abus sexuels sur enfants sur leurs plateformes sont également en cours.

LES OPÉRATIONS SE MULTIPLIENT

Depuis 2011, l'IJM et les forces de l'ordre locales ont mené plus de 250 opérations et secouru près de 750 victimes. En 2020, le démantèlement d'un réseau familial exploitant des enfants via des diffusions en direct d'abus sexuels a permis d'arrêter 3 individus et de secourir 13 enfants dans la région de Cebu. Un an plus tard, les autorités philippines, Europol et le FBI, ont interpellé plusieurs prédateurs étrangers et philippins. « Nous devons infiltrer des forums où ces crimes sont planifiés et diffusés. Nous utilisons des techniques pour nous faire passer pour des acheteurs d'abus sexuels afin d'obtenir suffisamment de preuves pour faire tomber les responsables. C'est un travail délicat et dangereux. Chaque erreur pourrait compromettre l'enquête et mettre en danger encore plus d'enfants. » témoigne un enquêteur du NBI.

En mars 2022, une opération de la PNP et de l'IJM a conduit à l'arrestation de 2 personnes. 3 jeunes enfants ont été sauvés. « [...] Nous avons infiltré un réseau familial et travaillé pendant des mois pour recueillir suffisamment de preuves avant de lancer le raid. Lors du sauvetage, nous avons trouvé des enfants âgés de seulement 3 à 12 ans, qui étaient forcés de participer à des actes horribles. » témoigne le superviseur d'opérations de sauvetage. « Quand nous les sauvons, c'est un soulagement, mais c'est aussi un choc émotionnel de les voir aussi jeunes, vulnérables et traumatisés. Nous ne nous habituerons jamais à cela. Nous continuons parce que nous savons que chaque opération peut sauver une vie. » déclare un officier du PNP Anti-Cybercrime Group.

En février et mars 2024, 272 individus ont été arrêtés entre Singapour, Hong Kong et la Corée du Sud. En Malaisie, 155 suspects ont été appréhendés et 19 enfants ont été secourus dans l'État de Melaka.⁸ Aux Philippines, plus de 100 arrestations ont eu lieu depuis le début de l'année.⁹ « Nos succès sont des victoires silencieuses. Les enfants sont sauvés, mais ce que ces enfants ont traversé les marquera toute leur vie. Nous devons nous rappeler que chaque jour, il y a d'autres enfants dans la même situation, que nous ne pouvons pas sauver immédiatement. Cela nous pousse à travailler encore plus dur. » témoigne le superviseur d'opérations de sauvetage. « Le travail que nous faisons tous pour rendre le monde étrange et sauvage d'Internet un peu plus sûr, est important » témoigne Cheng Veniles et de clamer : « Mais, il ne s'agit pas seulement d'un problème philippin lié à la pauvreté. (...) S'il n'y avait pas de consommateurs, l'industrie n'existerait pas. »¹⁰

1. selon le National Center for Missing and Exploited Children (NCMEC)
2. selon Save the Children
3. selon le Conseil inter-institution contre la traite des êtres humains et Plan international : <http://surl.li/acyhdg>
4. selon l'UNICEF
5. <https://news.un.org/fr/story/2024/06/1146541>
6. <https://www.internetsociety.org/wp-content/uploads/2021/01/Online-Child-Safety-in-Asia-Pacific-report-final.pdf>
7. <https://link.springer.com/article/10.1007/s42448-021-00087-5>
8. <https://motherhood.sg/2024/04/child-sexual-abuse-raids-sg-hk-kr/>
9. <https://news.abs-cbn.com/news/2024/4/25/marcos-jr-alarmed-over-rising-number-of-online-sexual-abuse-of-children-1601>
10. <https://news.un.org/fr/story/2024/06/1146541>

Grégory Allione : DE SAPEUR-POMPIER À DÉPUTÉ EUROPÉEN

Alors que les phénomènes climatiques extrêmes se multiplient, notre système de sécurité civile est à bout de souffle et doit se réinventer. Le temps est à l'action. Parmi ceux qui comptent faire bouger les lignes : Grégory Allione. Homme de terrain, il a été sapeur-pompier pendant plus de 30 ans. Depuis quelques mois, il siège au Parlement européen, bien décidé à porter ses idées et propositions pour une meilleure préparation, une meilleure gestion de la crise, et, plus généralement, une meilleure résilience des populations.

RENCONTRE AVEC GRÉGORY ALLIONE, UN DÉPUTÉ DÉTERMINÉ. UN OPTIMISTE AUX IDÉES AMBITIEUSES.

PROPOS RECUEILLIS PAR CAMILLE LÉVEILLÉ

AFFRONTER UN MONDE QUI CHANGE

« Le monde change. Nous devons apprendre à apprivoiser un monde qui connaît une intensification des phénomènes climatiques conjugués à d'importants bouleversements géopolitiques. Lorsque je me suis engagé, il y a 30 ans, le monde était moins soumis à ces aléas. Or, pour faire face à cette nouvelle donne mondiale, il faut être préparé et solidaire. Je crois, fondamentalement en l'Europe. Mon leitmotiv ? Seul on va plus vite, ensemble on va plus loin » intervient Grégory Allione. Le député européen fraîchement élu reste lucide : « Je perçois la colère de cette France aujourd'hui parfois désabusée, de cette Europe aussi qui cherche un cap. Je suis un citoyen qui vient de la société civile et qui reste convaincu que notre espérance est dans la solidarité. J'ai voulu m'engager car je fais partie de ces gens qui ne sont pas naïfs mais d'un naturel optimiste. Je crois en l'Union européenne et je crois en la force du collectif ».

DES COMBATS À MENER

En poste depuis quelques mois seulement, Grégory Allione compte bien porter ses idées au sein de l'hémicycle européen. « En premier lieu, je souhaite protéger l'engagement bénévole des sapeurs-pompiers volontaires qui aujourd'hui est menacé. Il est également très important de quantifier "la valeur du sauvé". En 2014/2015, j'ai soutenu des doctorants qui réalisaient une thèse sur le sujet. À l'époque le budget du Service dé-

Je suis un citoyen qui vient de la société civile et qui reste convaincu que notre espérance est dans la solidarité.



© D.R

partemental d'incendie et de secours (SDIS) que je commandais, celui des Bouches-du-Rhône était de 200 millions d'euros. Or, ce budget permettait de protéger 5,4 milliards d'euros d'actifs. La préparation coûte moins cher que l'intervention et la réparation » souligne le député. D'autres pistes sont à l'étude, notamment en s'inspirant de pays étrangers. « En 2020, je suis parti en Australie, pays régulièrement soumis à des méga-feux. Il y avait 200 feux en même temps sur tout le territoire, un territoire qui fait la taille de l'Union européenne. En haute-saison nous pouvons également avoir 200 départs de feux par jour en simultané. Concrètement nos problématiques sont similaires. L'Australie avait un site internet national qui permettait de diffuser de la donnée aux habitants en les sensibilisant sur la nocivité des fumées toxiques, sur la direction que prenaient les feux, etc. Cette diffusion de l'information est fondamentale », poursuit-il. Enfin, en termes d'organisation territoriale, pour Grégory Allione la déconcentration est l'une des clés de la réussite de la gestion de crise. « L'autonomie de la gestion de crise et la déconcentration de la décision permettraient d'avoir un nouveau modèle. Il faut être au plus proche du terrain pour gérer la catastrophe de la meilleure manière possible. Couplée à une approche proactive et préventive, ses conséquences se trouveraient amoindries. Aujourd'hui, le citoyen en appelle au maire qui en appelle au département, qui en appelle à la région, qui finit par solliciter l'État. Ce n'est plus possible. Nous devons nous responsabiliser. Cela permettrait de gagner en efficacité et de participer à cette chaîne de solidarité et d'opérationnalité » propose le député européen, et de poursuivre : « Je milite également pour la création d'un poste de ministre délégué à la protection civile et à la gestion des crises qui serait sous la responsabilité du ministre de l'Intérieur. Le but serait d'identifier de manière claire celui qui coordonnera, gèrera et assurera le leadership en temps de crise. Cette responsabilité doit être assumée par quelqu'un ».



© D.R

RENFORCER LA RÉSILIENCE

« Nous devons apprendre à nos concitoyens à agir pour qu'ils n'aient pas constamment besoin des services publics. L'intensité et la récurrence des crises feront que ces services ne pourront pas répondre à toutes les situations simultanément au niveau de qualité auquel nous sommes habitués. L'engagement citoyen doit être renforcé. Pour ce faire, nous pourrions nous inspirer de la culture nordique, la résilience fait partie de leur ADN. La résilience s'apprend, elle s'éduque. Dès le plus jeune âge, les enfants pourraient être formés aux gestes qui sauvent ou à réagir en fonction des situations » prône Grégory Allione et d'ajouter : « La résilience passe aussi par l'adaptation de nos environnements. Dans les pays du Nord de l'Europe, les constructions ont été adaptées aux risques auxquels elles sont exposées. Enfin, après la crise, il est également important de réparer de manière plus résiliente. Ne pas reconstruire à l'identique mais reconstruire en prenant en compte les risques ».

UNE COOPÉRATION PUBLIC/PRIVÉE INDISPENSABLE

« Le monde privé et le monde public doivent travailler ensemble et mieux se comprendre. Cela nécessite des efforts. Sur la question de la commande publique nous pourrions imaginer que certaines entreprises seraient favorisées dans la commande publique si, dans le cadre de leur politique RSE, elles mettent en place des actions encourageant une posture résiliente. Concourir à la protection de l'environnement, avoir des salariés engagés dans des associations comme la Croix-Rouge, des salariés pompiers volontaires, réaliser régulièrement des exercices de gestion de crises... Cela pourrait recouvrir de nombreux engagements. Ainsi, ces entreprises seraient valorisées économiquement et plus résilientes ». Alors que l'Union européenne et six États membres viennent d'investir dans l'achat de 12 Canadairs, Grégory Allione pointe l'absence de champion européen de la sécurité civile : « Fabriqués au Canada, ces avions bombardiers d'eau ont coûté 551 millions d'euros, j'apprécierai que ces millions soient destinés à une société française ou européenne. Pourquoi n'avons-nous pas de constructeurs européens capables de réaliser ces équipements ? Nous avons su le faire pour la défense, nous devons le faire pour la protection civile ».

Il faut être au plus proche du terrain pour gérer la crise de la meilleure manière possible. Couplée à une approche proactive et préventive, les conséquences de la catastrophe se trouveraient amoindries.

Women, PEACE AND SECURITY

"NATO's commitment to the Women, Peace, and Security agenda is a distinctive feature of our Alliance. Standing up for and advancing the rights and participation of women in defence and security is at the heart of who we are and what we do". Irene Fellin, NATO Secretary General's Special Representative for Women, Peace and Security calls government officials from NATO Allied and partner countries, as well as civil society representatives to "continue to champion gender equality in every sphere". "The road ahead requires unwavering commitment and collective efforts at all levels", she says.

INTERVIEW WITH IRENE FELLIN, NATO SECRETARY GENERAL'S SPECIAL REPRESENTATIVE FOR WOMEN, PEACE AND SECURITY

BY MÉLANIE BENARD-CROZAT

MY JOURNEY HAS BEEN ANYTHING BUT LINEAR

I studied Conservation of Cultural Heritage in Italy and Museology at the Louvre, with the dream of becoming one day a museum director. My career actually started in the field of cultural diplomacy.

Life then took me to Turkey with my husband, who is a diplomat. As I found myself facing the obligations and limitations of a traditional diplomatic spouse role, I felt the need to find my role within the society and establish my own career. This personal experience sparked my interest in pursuing a Master's Degree in Gender and Women's Studies at the Middle East Technical University (METU) in Ankara. There, I began developing my expertise in international mediation, security and peacebuilding with a focus on gender issues.

Not many people know that I was the Advisor of NATO's first Secretary General's Special Representative for Women, Peace and Security (WSP), Ambassador Mari Skåre. She was certainly an inspiration for me. Moreover, I like to say that I hold the historical memory of WPS within the Alliance. Back then, there were just the two of us in an almost empty office. Now, I lead a full unit with fourteen dedicated professionals working alongside me.

TRUE INCLUSION – LET ALONE EQUALITY – REMAINS A WORK IN PROGRESS

The level of human suffering due to ongoing conflicts worldwide is devastating, especially for women and girls, who are affected in different ways. Yet, many peace processes still proceed without women mediators or signatories, limiting the inclusion of gender-sensitive provisions that could better protect and empower women and girls. While there is growing recognition of the unique contribution women

bring to peace and security, true inclusion – let alone equality – remains a work in progress. I don't believe this is coincidental; historically, setbacks in gender equality go hand in hand with declines in global peace and security.

To strengthen women's participation in our societies, we must foster genuine commitments from both international and national leaders. This involves creating concrete pathways, funding gender-inclusive initiatives, removing institutional barriers and ensuring that gender perspectives are integral to decision-making processes, not merely an afterthought.



WOMEN'S RESILIENCE AND LEADERSHIP ARE ESSENTIAL FOR MAINTAINING DEMOCRATIC STABILITY

Across the globe, women-led organizations and networks are at the forefront of civic engagement, amplifying under-represented voices, advocating for legal reforms and facilitating community dialogue. They play a vital role in educating voters, promoting transparency and holding institutions accountable - pillars of a healthy democracy.

As we see in Ukraine, women's resilience and leadership - as frontline defenders, community organizers, political leaders, and humanitarian workers - are essential for maintaining democratic stability, fostering social cohesion, and advancing the country even in difficult times.

SOME CONCRETE ACTIONS

A key example of the concrete actions I am leading is the launch of the first WPS project under the NATO-Ukraine Comprehensive Assistance Package (CAP) Trust Fund. Our gender analysis highlights a common issue across many NATO countries: a lack of properly fitted uniforms and protective gear tailored to women's anthropometric data. These shortcomings compromise the safety of servicewomen on the frontlines, increasing their risk of injury and long-term health issues. This WPS project, therefore, funds the procurement of body armour and uniforms specifically designed for women in Ukraine's Armed Forces, ensuring not only their safety and operational effectiveness, but also dignity and respect for their role.

COOPERATIVE ACTIONS AND THE NEW NATO WPS POLICY

Our initiatives are collaborative by nature, engaging with NATO Allies, partner countries and international organizations such as the UN and the EU. This networked approach allows us to exchange best practices and leverage resources effectively.

I am working with Allies to create more concrete connections between what is being done at the National level and what we are doing at the NATO level. In this regard, I held the first meeting of Ally WPS, Gender Equality and Foreign

Feminist Policy Leaders at NATO Headquarters in January and I plan to make this an annual event.

I am also pleased to share that among our partners, Japan, Ukraine, Moldova, Bosnia and Herzegovina and Australia have already associated to the new NATO WPS Policy recently endorsed at the Leaders' Summit in Washington, D.C. in July and I hope that others will follow soon.

We recognize that the roots of the WPS Agenda lie in women-led civil societies organizations, with which we work closely, notably through the NATO Civil Society Advisory Panel (CSAP). The CSAP provides a unique platform to engage with experts from a diverse range of backgrounds. Their input was fundamental in crafting the new WPS Policy and they will also advise on the development of the forthcoming WPS Action Plan, set for delivery next year.

GENDER ANALYSIS FOR A BETTER UNDERSTANDING OF GLOBAL SECURITY CHALLENGES

As a political-military Alliance, NATO values its strategic assets. We know that modern conflicts require more than traditional military strategies and for this diverse perspectives and expertise are essential. For example, NATO recognizes that gender analysis deepens understanding of local contexts and the overall security challenges, supporting better decisions and ultimately making us more effective and better prepared to navigate today's complex security landscape.

FOUR STRATEGIC OBJECTIVES OUTLINED IN THE NEW POLICY

Our post-Summit work is well underway to achieve the four strategic objectives outlined in the new Policy: reinforcing gender-responsive leadership and accountability; increasing women's participation at all levels, addressing threats that disproportionately impact women and girls, and ensuring their protection from gender-based violence. Externally, we are amplifying our support for Ukraine by expanding WPS initiatives tailored to the specific needs of Ukrainian women. These efforts include targeted capacity-building initiatives to improve gender-responsive security planning and support the contributions of women within Ukraine's Armed Forces across defense and resilience operations.

We have also started early planning for the next NATO Summit in the Netherlands. Next year will mark the 25th anniversary of United Nations Security Council Resolution 1325 on Women, Peace and Security, and my goal is to keep WPS discussions at the highest political level, leveraging NATO's unique position to drive tangible advancements for the Agenda on the global stage.

DON'T WAIT FOR CHANGE - BE THE CHANGE.

My message is simple: don't wait for change - be the change. Never underestimate your power to make a difference. Speak up and stand firm for what you believe in, even if this means challenging the system. We owe this to ourselves and to other women watching, as they will be inspired by each step forward we take. Every time you take a stand, you're creating a path for others to follow. Together, we create a ripple effect of progress that will open doors and break down barriers.

S&D MAGAZINE

UNE PUBLICATION DE L'AGENCE ESPRIT COM'
SIEGE : 5 RUE DE L'ÉGLISE - 64230 DENGUIN - FRANCE
0033 (0)5.59.81.28.75

REDACTION : PARIS 16^E

CHRISTIAN CROZAT *Directeur de la publication*
MÉLANIE BÉNARD-CROZAT *Rédactrice en chef*
LAURENCE CORCHIA *Graphiste*
CRÉDITS PHOTOS : *Shutterstock*

CONTACT

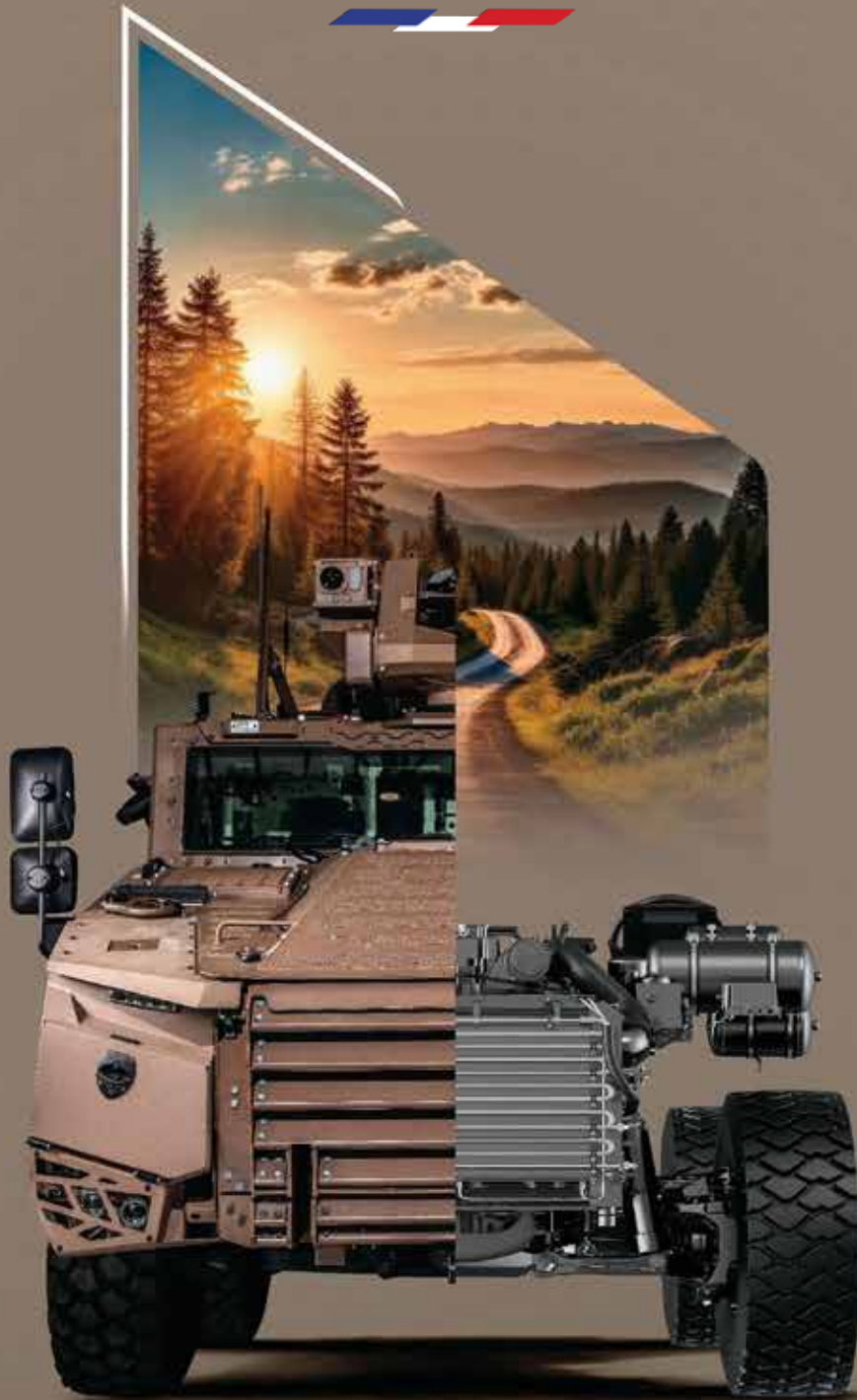
REDACTION@SD-MAGAZINE.COM
SERVICE PUBLICITÉ & ABONNEMENTS : 0033 (0)5.59.81.28.75
PUBLICITE@SD-MAGAZINE.COM

© 2024 ESPRIT COM'

*Les opinions émises dans la revue n'engagent que les auteurs.
Les publicités et rédactionnels insérés le sont sous la
responsabilité des annonceurs. L'éditeur se réserve le droit de
refuser toute demande d'insertion sans avoir à motiver son refus.
Reproduction intégrale ou partielle interdite sans autorisation de
la rédaction.*

DÉPÔT LÉGAL À PARUTION - ISSN 2266-2936

DRIVING INNOVATION FOR MOBILITY



TEXELIS

texelis.com



Ceux qui font
avancer le monde
s'appuient sur Thales



[thalesgroup.com](https://www.thalesgroup.com)



THALES
Building a future we can all trust